



Affaire Ousmane Gaoual

**Le RPG  
Arc-en-ciel  
explique le  
sens de la  
condamnation**

Page 4



**On refuse  
à l'épouse  
de Dalein de  
reconstruire  
un pont**

Les jeunes de Coyah  
en colère. Page 5



Décret du jeudi  
11 août 2016

**Malick  
Sankhon la  
confirmation  
du mérite**

Page 6

# le populaire

le journal qui vous ressemble

Hebdomadaire guinéen d'information générale ● N°522 ● MARDI 16 AOÛT 2016 ● 3000 FG ● Fondateur Diallo A. Abdoulaye Tél: (00224) 655 404 294

Révélations sur la société **AMR** de Romain Girbal en Guinée

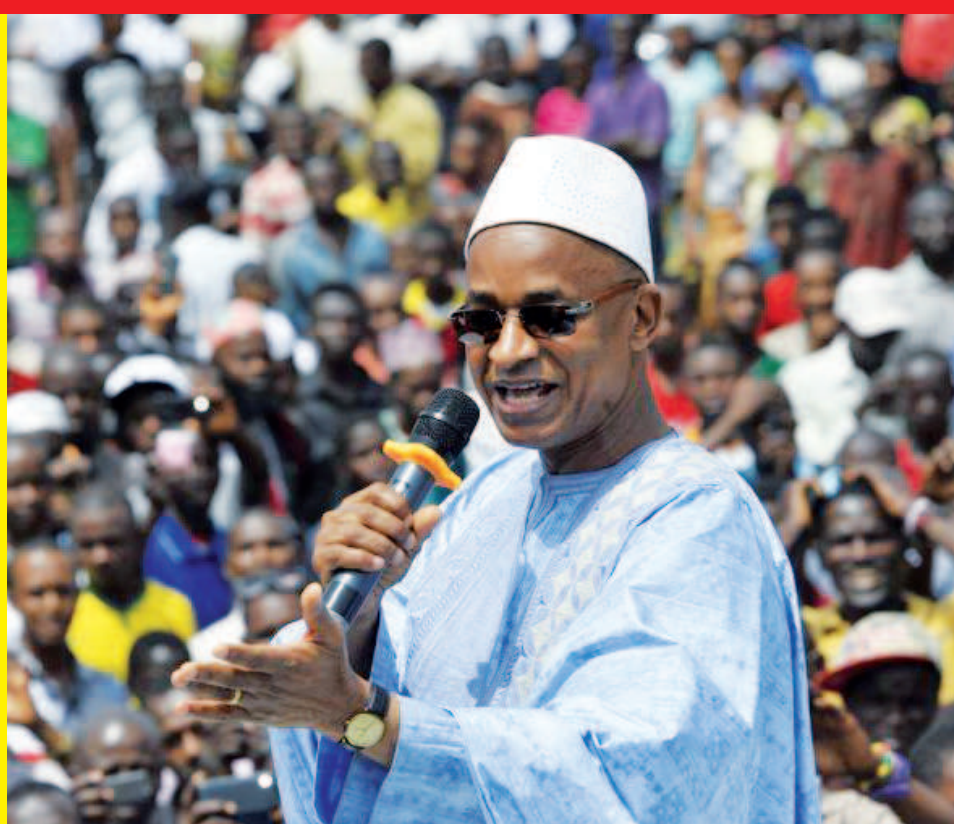
## Les zones d'ombre d'une protégée d'un ancien ministre français

L'enquête est du très sérieux **Mediapart**. Elle montre la face hideuse de cette société d'exploitation de bauxite co-fondée par **Romain Girbal**. Actuellement, cet français est poursuivi en justice par l'homme d'affaires **Aboubacar Danfakha** pour « abus de biens sociaux et de crédit, de faux et usage de faux et de blanchiment d'argent ». Document exclusif.

Affaire statut de chef de file de  
l'opposition accordé à Dalein Diallo

## Alpha Condé regrette et bloque tout

Page 11



**TÉLÉCOMS**

Direction de l'ARPT

**Antigou  
Chérif  
remplace  
Mamy Diaby**

Page 6



Alors que des  
fonctionnaires sont  
sans prise en charge

**Le ministre  
recrute  
4 000  
enseignants**

Page 2



Armée guinéenne  
La gendarmerie  
nationale en deuil

**Commandant  
Sidibé  
n'enquêtera  
plus !**

Page 8

## Confidences PUBLIQUES

### Brûtlisé au TPI de Dixinn, Valek va porter plainte

Journaliste d'Espace TV, il portera plainte contre ses agresseurs présumés. Eh, oui! Mohamed Valek Touré a été violenté jeudi 11 août 2016 par une meute de gendarmes et de policiers à l'entrée du TPI de Dixinn où se déroulait le procès Ousmane Gaoual Diallo. Ses habits déchirés, sa camera et son téléphone endommagés.



### Alors que des fonctionnaires battent le pavé pour leur prise en charge, il recrute...

Nouvelle annonce. L'Etat recrute des enseignants. Le ministre Sékou Kourouma (ci-dessus) en charge de la Fonction publique, de la réforme de l'Etat et de la modernisation de l'administration s'est fendu un communiqué ce 8 août 2016 selon lequel un concours de recrutement sera organisé les 20 et 21. Les admis seront repartis en deux groupes. Le plus grand de 3 500 fonctionnaires sera envoyé dans l'enseignement pré-universitaire. Le plus petit groupe, soit 500 fonctionnaires, sera intégré dans l'enseignement technique. Ledit concours se déroulera en même temps à Conakry et dans les chefs-lieux des régions de Kindia, Mamou, Boké, Labé, Faranah, Kankan et Nzérékoré pendant deux jours. La journée du samedi 20 sera consacrée à l'installation des candidats, celle du dimanche 21, aux épreuves écrites. C'est un concours qui en cache d'autres dont les résultats ne sont pas encore connus du grand public.



### Affaire bus Guinée-Maroc: Nouveau blabla ou vrai-dire?

On sait que Conakry a grand besoin de bus pour faciliter le transport urbain, mais qui a été bla-blaté et trahi plusieurs fois de suite par les promesses du ministre Oyé Guilavogui, ne peut croire à ses oreilles. Même s'il est vrai que l'actuel ministre d'Etat, ministre des Transports a signé jeudi 4 août 2016 une convention de concession de service public de transport urbain de personnes avec la marocaine Citybus. Une société digne de confiance. Et bien connue des touristes et autres étudiants du royaume chérifien. Mais, mais... avec Oyé rien n'est jamais si sûr. Qui dit mieux?

# Libre Tribune/ L'analyse de Saïdou Nour Bokoum Ousmane Gaoual ou l'ordre judiciaire dans le Titanic !

Le naufrage dans la flagrance. Les propos ci-dessous qui invitent et incitent au « carnage » ne diffèrent en rien de ceux d'Ousmane Gaoual, sinon les costumes et le décor massivement jaunes ici à l'esplanade du Palais du peuple et verts là-bas au siège de l'UFDG. Pour le reste, c'est le même public de « loubards », de chefs « loubards » qui participaient à la fièvre qu'on veut mortelle pour l'un hier et inoffensive avant-hier ; sans doute à cause d'un vaccin anti-fièvre jaune ici, et une substance dormitive qui avait laissé aphones l'opposition, pas seulement mais tous ceux qui sont soucieux de la santé des premières de nos libertés : droit à la vie, et liberté d'expression harmonieusement administrés, exprimés et vécus. Mais ce n'est pas parce que les appels à la vendetta meurtrière n'avaient pas soulevé un buzz à l'époque, qu'il faut les laisser congeler dans notre profond bac de l'amnésie nationale. A présent je vous invite à lire ces propos de Bantama Sow tenus devant le même public à ceci près, je répète, que la couleur massivement jaune est une couleur primitive, fondamentale, puisqu'étant celle du Parti de celui qui est garant de la pérennité de nos droits et libertés, surtout de leur libre expression, alors que le vert de l'UFDG d'Ousmane Gaoual est une combinaison de jaune et bleu..

« Monsieur le premier ministre, nous sollicitons auprès de vous de dire au président de la république de faire respecter la loi dans toute sa rigueur. Il y a des partis loubards dirigés par des leaders loubards. Ils pillent, ils cassent, ils brûlent, ils brisent. Les forces de sécurité n'en sont pour rien », disait-il devant ses partisans en jaune.

Désormais, poursuit-il, jeunes de l'arc-en-ciel, si un jeune loubard dirigé par un parti loubard s'attaque à nous, nous allons le poursuivre JUSQUE CHEZ LUI. « Ils doivent savoir que la récréation est terminée. Désormais, c'est dent pour dent et œil pour œil ».

### Lire dans guineenews : Devoir de mémoire : au commencement, Dieu créa Bantama Sow avant Ousmane Gaoual

Pourquoi aller JUSQUE CHEZ LE LOUBARD ? Puisque nous sommes dans l'aire (ou l'air) de la FLAGRANCE, Bantama ou plutôt pourquoi ne pas appliquer ICI ET MAINTENANT la loi du talion, dent pour dent œil pour œil ? Des deux côtés, des hordes déchaînées iraient à des domiciles dont probablement certains devraient mener loin : à Kouroukan Fouga dans le Mandé ou pourquoi pas à Dow Saré dans Labé ! Ici le chef des loubards est connu, C'est Cellou Dalein ou accessoirement Ousmane Diallo, là c'est Bantama, Sankhon, Hady Barry accessoirement et il ne faut pas mettre de masque et remonter jusqu'à certains hauts responsables de la hiérarchie des Forces de défense et de sécurité, et à leur tête, le premier responsable de la Défense, à savoir le président de la République. Quel que soit son nom dans les républiques qui se sont succédé. C'est Bantama Sow qui dans sa supplique à double entrée nous y invite en demandant au premier des ministres de demander au président de la république de signer ce droit de poursuite. C'est dans cette logique bien comprise qu'il faut comprendre ce qui suit et voir



**Mohamed Diawara**  
Magistrat, juge d'Instruction  
à Kérouané Tél : 624094909

comment il ne faut pas se contenter de déplorer piteusement le « deux poids deux mesures », scandé par d'autres formules lénifiantes.

Nous allons demander le départ de Monsieur Alpha Condé..

Nous allons chasser M. Alpha Condé !

En attendant :

Nous allons marcher le 4,

Non le 10, le 11..

**Non, plutôt quand M. Alpha Condé aura fini de faire le tour de la galaxie !**

Bantama Sow et complices ou commanditaires plus ou moins tapis dans l'ombre auraient dus être interpellés, oh, pas seulement auprès de notre justice à deux vitesses ou plutôt à boîte automatique (Lansana Kouyaté dans une optique similaire), mais à la CPI ou au moins à Abuja.

Voici des documents glanés dans l'océan ou la forêt du droit positif français, puisque les représentants du parquet guinéen viennent de s'y référer, sans parler du copier/coller de notre code pénal, comme pour beaucoup de paradigmes qui nous gouvernent depuis la nuit coloniale.

Art 53 (code de procédure pénale français).

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?cidTexte=LEGITEXT000006071154&idArticle=LEGIARTI000006575014&dateTexte=&categorieLien=cid>  
Article 53, modifié par Loi n°2004-204 du 9 mars 2004 - art. 77 JORF 10 mars 2004

« Est qualifié crime ou délit flagrant le crime ou le délit qui se commet actuellement, ou qui vient de se commettre. Il y a aussi crime ou délit flagrant lorsque, dans un temps très voisin de l'action, la personne soupçonnée est poursuivie par la clameur publique, ou est trouvée en possession d'objets, ou présente des traces ou indices, laissant penser qu'elle a participé au crime ou au délit. A la suite de la constatation d'un crime ou d'un délit flagrant, l'enquête menée sous le contrôle du procureur de la République dans les conditions prévues par le présent chapitre peut se poursuivre sans discontinuer pendant une durée de huit jours.

Lorsque des investigations nécessaires à la manifestation de la vérité pour un crime ou un délit puni d'une peine supérieure ou égale à cinq ans d'emprisonnement ne peuvent être différées, le procureur de la République peut décider la prolongation, dans les mêmes conditions, de l'enquête pour une durée maximale de huit jours ».

### Les trois éléments constitutifs de l'infraction

<http://www.cours-de-droit.net/l-infraction-definition-et-elements-constitutifs-a121604320>

### L'élément moral

Pour qu'un acte (ou une omission) matériellement constitutif d'une infraction conduise au prononcé d'une peine prévue par la loi, il est nécessaire que ceci constitue une faute de la part de son auteur. Mais cette faute pénale – avec toute l'ambiguïté que peut renfermer l'idée de faute – connaît des degrés.

L'idée d'intention est le pivot de cet élément moral, et l'intention consiste dans la volonté d'accomplir un acte, avec la conscience qu'il est défendu par la loi pénale, ou encore de s'abstenir d'un acte avec la conscience qu'il est ordonné par cette même loi.

### L'élément légal :

- *Nulla poenia sine lege* ou le principe de légalité Alors que les 2 codes précédents y faisaient référence (mais de façon indirecte), le Code Pénal proclame dans son article 111-3, alinéa 1 : « Nul ne peut être puni pour un crime ou pour un délit dont les éléments ne sont pas définis par la loi, ou pour une contravention dont les éléments ne sont pas définis par le règlement ».

L'alinéa 2 prévoit que nul ne peut être puni d'une peine qui n'est pas prévue par la loi si l'infraction est un crime ou un délit, ou par le règlement si l'infraction est une contravention, traduisant (du moins dans l'esprit) l'adage latin que « *Nullum crimen nulla poena sine lege* » (= pas de crime, pas de peine, sans loi).

### L'élément matériel

- Cet élément extérieur est nécessaire, puisque notre droit pénal (à quelques exceptions près) n'incrimine pas les simples intentions ou les seules résolutions de commettre une infraction.

L'élément matériel peut être considéré comme étant la réalisation même de l'infraction, la façon dont elle va prendre corps. Il faut donc un écart de conduite visible, tangible, mais dont le résultat est indifférent pour qu'une infraction soit constituée.

Pour qu'il y ait infraction, un acte est donc nécessaire, mais il n'est pas nécessaire qu'il y ait un résultat. Ce sera tout le problème de la tentative que nous verrons après.

Il y a donc la nécessité d'un acte. A l'évidence, toutes les infractions ne se réalisent pas de manière identique. La matérialité de celles-ci ne présente pas toujours le même aspect. Par conséquent, on a cherché à élaborer des classifications

Suite à la page 3

**le populaire**

Immeuble Baldé Zaïre, Manquepas, Kaloum, Conakry Récépissé N°797/PR/TPI/C Modifié par le N°65/PR/TPI/C du 18/01/02

### EDITEUR, DIRECTEUR DE LA PUBLICATION & DE LA RÉDACTION

Diallo Alpha Abdoulaye  
+224 655 404 294 / 622 971 896  
lepopulaireconakry@gmail.com

### CONSEILLER

Alain Rivière

### E-MARKETING

Ahmed Tidiane Diallo  
tidiani83@gmail.com

### PUBLICITÉ

sandrine.lepopulaireconakry@gmail.com

### REDACTEUR EN CHEF

Mady Bangoura  
+224 664 294 851  
bangouramady@gmail.com

### SECRÉTAIRE DE RÉDACTION

Abdoul Malick Diallo  
+224 666 195 620  
secretariat.lepopulaireconakry@gmail.com

### SECRÉTAIRE GÉNÉRALE ADJOINTE

Aissatou Diallo  
+224 664 888 237  
secretariat.lepopulaireconakry@gmail.com

### CHRONIQUEURS

Lamarana Diallo  
lmrdiallofb7@gmail.com

Marie Paule Huet

mariepaulehuet@gmail.com

Philan Traoré

bmphilantraore@gmail.com

### IMPRESSION

Imprimerie du Centre  
+224 664 290 063  
imprimerieducentre@gmail.com

Suite de la page 2

**S'agissant des crimes ou délits d'« Appel, incitation à la violence, aux assassinats », bref, les appels de OGD et BSS, voici des textes :**

[http://www.lexinter.net/lois/provocation\\_aux\\_crimes\\_et\\_delits.htm](http://www.lexinter.net/lois/provocation_aux_crimes_et_delits.htm)  
Paragraphe 1er : Provocation aux crimes et délits.

Article 23 Modifié par Loi n°2004-575 du 21 juin 2004 art. 2 II (JORF 22 juin 2004). Seront punis comme complices d'une action qualifiée crime ou délit ceux qui, soit par des discours, cris ou menaces proférés dans des lieux ou réunions publics, soit par des écrits, imprimés,

énoncés à l'article précédent, **auront directement provoqué, dans le cas où cette provocation n'aurait pas été suivie d'effet**, à commettre l'une des infractions suivantes : 1° Les atteintes volontaires à la vie, les atteintes volontaires à l'intégrité de la personne et les agressions sexuelles, définies par le livre II du code pénal. Alors en l'espèce et en revenant à OGD et BSS, comment juger à la lumière de ce de tout ce qui précède ? **Rapportons à ces textes rapidement les crime ou « délit d'appel ou d'incitation à.. », relayés par des médias.** Je réponds qu'il est impossible de justifier la flagrance, parce que l'action juridique, entendons l'interpellation d'OGD, encore moins celle de l'inculpation n'ont pas été directs,



Le député de Gaoual (ici en boubou) a été condamné à 2 ans de prison avec sursis.

dessins, gravures, peintures, emblèmes, images ou tout autre support de l'écrit, de la parole ou de l'image vendus ou distribués, mis en vente ou exposés dans des lieux ou réunions publics, soit par des placards ou des affiches exposés au regard du public, soit par tout moyen de communication au public par voie électronique, auront directement provoqué l'auteur ou les auteurs à commettre ladite action, **si la provocation a été suivie d'effet**.

Cette disposition sera également applicable lorsque la provocation n'aura été suivie que d'une tentative de crime prévue par l'article 2 du code pénal.

Article 24 Modifié par Loi n°2004-1486 du 30 décembre 2004 art. 20, art. 22 (JORF 31 décembre 2004). Seront punis de cinq ans d'emprisonnement et de 45000 euros d'amende ceux qui, par l'un des moyens

immédiats, et cela ce n'est même pas parce qu'ils n'ont pas été suivis d'effet, puisque cela est bien souligné par l'article 24. En effet, je conçois bien que l'absence de flagrance n'est pas que OGD et ses affidés ne soient pas allés à Bantama. L'action c'est le discours tenu devant ses « loubards » relayés ou pas par les médias. C'est en effet ici que le juge doit apprécier l'action de l'OPJ (officier de police judiciaire ou gendarme, pour la Guinée) qui aurait dû être sur place, quitte à interrompre OGD, puisqu'en effet « Est qualifié crime ou délit flagrant le crime ou le **délit qui se commet actuellement**, ou qui vient de se commettre. Il y a aussi crime ou délit flagrant lorsque, **dans un temps très voisin de l'action**, la personne soupçonnée est poursuivie par la clameur publique, ou est trouvée en possession d'objets, ou présente des traces ou

indices, laissant penser qu'elle a participé au crime ou au délit ». C'était dès la fin, voire pendant les discours de Bantama/ Ousmane qu'il fallait commencer l'action, ou à un *temps voisin*, en relais de la clameur publique. Et il ne faut pas confondre ce « temps voisin » avec le temps de l'enquête préliminaire de flagrance qui peut aller jusqu'à 8 jours ou même 15 ; quoique là, « il y a un vide juridique », comme l'avoue «, l'ancien greffier (qui) a souligné que toute la spéculation tourne autour « *du temps voisin*. » De là, Béavogui relève un vide juridique sur le délai du flagrant délit en Guinée. « *Nous tombons alors dans le droit comparé. En France, le flagrant délit dure huit jours. Dans le nouveau code de la Guinée, on parle de 10 jours* », a indiqué Béavogui, qui ajoute, mais « grâce au droit comparé.. ». C'est dire que le juge doit combiner plusieurs considérations : légales, temporelles, topographiques, etc.. Savoir notamment l'applicabilité (le « renseignement » dirait l'informaticien) de « l'appel, l'incitation à .. », aux conditions rigoureuses et difficiles de la réalisation de l'élément légal, moral, et matériel. **La « simultanéité ou temps voisin » étant une condition irréfragable.** On n'attend pas 24 heures pour déclencher l'action judiciaire au sens général. Du 30 au premier août, il y a bien 24 heures. C'est plus qu'il n'en faut pour que la clameur se soit tue. J'ajoute qu'à y réfléchir, le rétropédalage, même suspect, apparemment maladroit d'OGD était d'une bonne inspiration, en tant que DEPUTE : il fallait son consentement pour que l'élément moral soit pris en considération. Mais le « plantage » de la justice est ici total. Et tout le monde au fond est d'accord. La loi est claire, si l'on peut enclencher la procédure au cas où l'on estime – à tort d'ailleurs - qu'il y a flagrance, on ne prend pas un député pour le jeter en prison comme un vulgaire pickpocket. Was-Salam.

Par Saïdou Nour Bokoum

[www.nrgui.com](http://www.nrgui.com)

*A lire dans la même veine, le juriste Ibrahima Sory Mankanera : Affaire Ousmane Gaoual : Quand le parquet de Conakry au grand complet confond « le flagrant délit » et « l'enquête de flagrant délit » !* ■

## Ils ont dit



**Honorable Ousmane Gaoual Diallo, au Procureur du tribunal de première instance de Dixinn, peu avant sa condamnation vendredi 12 août 2016 à 2 ans de prison avec sursis:** « Je suis désolé d'être là, en même temps heureux d'avoir choisi le combat, celui de me battre pour la cause du peuple. M. le Procureur, j'aime votre audace, vos accusations. Vous dites tout ce que vous voulez sans être inquiété, parce que vous êtes couvert par une immunité. C'est cette immunité que je souhaitais voir chez les députés. Je vous ai écouté dire que je devrais normalement être pendu. Vous avez tenu des propos comme un homme politique. Bienvenue dans l'arène ! Sachez que vous êtes mon ami. Que le public ici présent depuis le début de cette procédure soit remercié ! Mon combat, qu'il sache que mon combat est un combat d'idée, pas un combat d'intérêt. »



**Alpha Ibrahima Keira, au siège du RPG Arc-en-ciel samedi 13 août 2016:** « Ousmane Gaoual Diallo est condamné à 2 ans de prison avec sursis. Cela veut dire qu'il n'ira pas en prison. Mais, tenez-vous bien ! Il est soumis à un certain respect strict des règles de convenance sociale et des lois dans le pays. Si vous êtes condamné avec sursis, pendant que court cette condamnation, si vous insultez quelqu'un et qu'il porte plainte contre vous, vous allez d'abord écoper cette première condamnation, après la seconde. C'est compte tenu de l'*imperium* du juge et pour donner plus de chance à la paix sociale, à la quiétude et à la concorde entre les Guinéens, qu'il a estimé de ne pas mettre Ousmane Gaoual Diallo en prison ferme en le déposant à la Maison Centrale. D'ailleurs, ce qui veut dire qu'il est à moitié sauvé. Ousmane Gaoual Diallo va désormais se méfier pour ne pas tomber dans les pièges et il va encore éviter d'autres actes répréhensifs pendant deux ans car, il est dans le viseur de la justice. Il ne faut pas que vous croyiez qu'Ousmane Gaoual est libre, que les prétentions de nos camarades plaignants n'ont pas pu prospérer, et qu'ils n'avaient pas raison. C'est faux ! ils avaient raison et la raison a été reconnue. La violation de nos lois a été manifestement aussi reconnue par le juge. Ousmane Gaoual a été inculpé malgré les plaidoiries de sa défense. Le juge, sans aucune interférence ou pression, a souverainement et librement dit le droit. Nous avons confiance en la justice et elle nous a fait honneur. »

## Libre Tribune/

# Non-lieu des 18 éléments de la garde rapprochée de l'UFDG Une indemnisation possible

**L**e lendemain du meurtre du journaliste Mohamed Koula Diallo, plusieurs éléments de garde rapprochée de l'UFDG ont été inculpés et placés en détention sous mandat de dépôt suite au meurtre du journaliste Mohamed Diallo. Le mandat de dépôt est un acte par lequel une juridiction décide de l'incarcération d'une personne.

Si ces agents de l'UFDG étaient condamnés à la prison ferme après avoir établi leur culpabilité directe, alors dans ce cas, l'établissement pénitentiaire applique la décision de condamnation. Par contre, ils étaient mis en examen et placés en détention provisoire par l'établissement pénitentiaire. A l'issue de leur détention, le juge d'instruction rend une décision de non lieu, d'acquittement, c'est-à-dire, on découvre que les inculpés ne sont pas coupables.

La question se pose de savoir, ces personnes injustement détenues vont-elles retrouver leurs familles, proches, reprendre leurs activités sans réparation du préjudice qu'elles ont subi du fait de leur détention ?

Pour rappel, la détention provisoire consiste en l'emprisonnement d'une personne jusqu'à la fin de son procès. Du fait que ces agents de la garde rapprochée de l'UFDG aient été emprisonnés jusqu'à la décision de non lieu, on se rend compte qu'ils ne sont pas coupables. Un non lieu a été prononcé. Ces personnes libérées doivent obtenir réparation résultant de la détention injustifiée.

Pour obtenir réparation, le requérant doit avoir subi une mesure de détention



**Abdoulaye BAH**  
Secrétaire général UFDG  
Paris Nord-Est

provisoire, c'est une condition remplie en ce sens que ces agents étaient en prison. La seconde condition est que la procédure se termine par un non lieu, de relaxe ou d'acquittement. Ici aussi, le juge d'instruction a acquitté les 18 gardes rapprochées. Donc, les conditions pouvant permettre d'obtenir réparation sont remplies.

Cette détention arbitraire est de nature à mettre en cause la responsabilité de l'Etat et donne lieu à réparation. En France, il y a une commission nationale de réparation des détentions qui indemnise

les personnes détenues arbitrairement. En Guinée, l'Etat devrait trouver de moyens nécessaires pour indemniser les victimes d'emprisonnement illégal, mais hélas. Par contre, seulement les préjudices personnels liés à la privation de liberté nécessite réparation. Pour ce faire, la réparation que réclament les gardes rapprochées de l'UFDG est le dommage causé par le fonctionnement défectueux du service public de la justice. Donc, ces éléments de garde rapprochée de l'UFDG, placés en détention provisoire pour de faits criminels relaxés pour un non lieu, le temps passé en détention mérite indemnisation.

Pour le calcul de cette indemnisation, on prend en compte le jour du placement en détention et le jour de la remise en liberté. Comme ces agents ont pour emploi, la sécurité de l'UFDG, la réparation du préjudice matériel doit couvrir les pertes de salaire subies pendant la durée d'emprisonnement. Pour ce qui est du préjudice moral, la pression psychologique consécutive à leur détention provisoire, leur privation de voir leurs familles et proches, leurs conditions de détention liées notamment à des violences et menaces subies en détention.

Par ailleurs, ces agents de l'UFDG ne pourraient pas réclamer réparation si le non lieu était du fait qu'elles ont perdu le contrôle de leurs actes (troubles psychiques), ou si le non lieu était du fait d'une amnistie qu'on leur a délivré. Ensemble, nous arriverons à faire de notre pays un Etat de droit. ■

## Vite dit...

**Le RPG Arc-en-ciel explique le sens de la condamnation d'Ousmane Gaoual Diallo**

**L**e verdict du procès contre le député Ousmane Gaoual Diallo s'est invité à l'assemblée générale du Rpg Arc-en-ciel ce samedi 13 août 2016. C'est l'ancien ministre Alpha Ibrahima Keira qui a expliqué aux militants du parti au pouvoir le sens de la condamnation du parlementaire. Selon l'ancien conseiller diplomatique du président Alpha Condé, le juge a décidé de condamner le député Ousmabe Gaoual Diallo à l'issue de son procès vendredi 12 août 2016. *“Après avoir écouté les deux parties, il a décidé de condamner le mis en cause. Le fait le plus important à retenir, c'est que dans tous les pays du monde, quand un individu a été condamné avec sursis, cela veut dire qu'il n'ira pas en prison mais il est soumis à certaines règles strictes”,* explique M. Keira aux militants du RPG Arc-en-ciel. Etre condamné avec sursis, précise-t-il, c'est que cet homme a été averti et est à moitié sauvé. Il lui reviendra désormais, selon Alpha Ibrahima Keira,



Alpha Ibrahima Keira.

*“de se méfier de tomber dans des pièges et surtout d'éviter de faire d'autres actes répréhensifs. Donc, l'intéressé est dans le viseur de la justice pendant les deux ans qui viennent”.* Et de poursuivre : *“Il ne faut pas que vous croyiez qu'il a été libéré et que les prétentions de nos camarades n'ont pas pu prospérer parce qu'ils n'avaient pas raison. Ils avaient raison et la raison avait été reconnue, la violation de nos lois a été reconnue par le juge et l'intéressé a été inculpé”.*

La semaine dernière, le parti au pouvoir avait conseillé à ses militants de s'abstenir de tout commentaire dans l'affaire Ousmane Gaoual Diallo et d'attendre le verdict du juge. Désormais, annonce M. Keira, le Rpg Arc-en-ciel veillera au grain sur les propos tenus par ses responsables du parti.

Aissatou Diallo

# Révélation sur l'AMR de Romain Girbal en Guinée

## Les zones d'ombre d'une protégée d'un ancien ministre français

L'enquête est du très sérieux site d'information indépendant **Mediapart.fr**. Elle montre la face hideuse de cette société d'exploitation de bauxite co-fondée par **Romain Girbal** actuellement poursuivi à Conakry pour « abus de biens sociaux et de crédit, de faux et usage de faux et de blanchiment d'argent ».

Document exclusif.

**Guinée: les zones d'ombre de la start-up protégée par Arnaud Montebourg**

**F**in juillet, le principal dirigeant d'une société minière, soutenue par l'ancien ministre de l'économie et du redressement productif, a été mis en examen pour « abus de biens sociaux et de crédit, de faux et usage de faux et de blanchiment d'argent » en Guinée. Mais ce n'est qu'une des nombreuses ombres de cette affaire. Arnaud Montebourg aide-t-il à monter un projet industriel ? Ou s'est-il fourvoyé, à son corps défendant, à soutenir un coup financier ? Mais qu'est donc allé faire Arnaud Montebourg dans cette affaire ?

Beaucoup, y compris parmi ses proches, se demandent encore les raisons qui ont incité l'ancien ministre de l'économie et du redressement productif à tant s'impliquer dans le lancement d'une petite société minière, Alliance Minière Responsable (AMR), créée par deux jeunes entrepreneurs, Romain Girbal et Thibault Launay. Pour soutenir cette startup, qui a le projet d'exploiter un gisement de bauxite (minerai de base pour l'aluminium) en Guinée, l'ancien ministre est allé jusqu'à accepter de côtoyer de vieux crocodiles de la finance, comme l'a raconté Laurent Mauduit ([voir son enquête ici](#)). Il en allait de l'esprit d'entreprise, de la France, du soutien aux jeunes entrepreneurs, avait alors expliqué Arnaud Montebourg à son entourage pour justifier son parrainage. Mais le dossier est en train de se compliquer un peu plus : le principal dirigeant d'AMR, Romain Girbal – « un garçon formidable » selon Arnaud Montebourg – a maille à partir avec la justice guinéenne. Fin juillet, la chambre d'accusation de la cour d'appel de Conakry a en effet décidé de le renvoyer devant le tribunal de Conakry pour être jugé des chefs d'accusation « d'abus de biens sociaux et de crédit, de faux et usage de faux et de blanchiment d'argent ». Cela fait plus que désordre pour un protégé de l'ancien ministre. Cette ténébreuse affaire judiciaire fait les gros titres de la presse guinéenne depuis plusieurs mois ([voir ici](#) ou [là](#)). Elle oppose Romain Girbal à l'homme d'affaires guinéen Aboubacar Danfakha, vice-président du patronat local. Les



**Le protecteur de l'AMR est cet avocat de profession. En 2012, Arnaud Montebourg est ministre du Redressement productif dans le gouvernement Jean-Marc Ayrault. Il devient ministre de l'Économie, du redressement productif et du numérique, dans le gouvernement Manuel Valls en 2014.**

deux hommes ont travaillé ensemble en 2012 dans la société Tifa Guinée, chargée d'attirer des investisseurs en Guinée. Romain Girbal, après avoir travaillé dans des sociétés financières à Londres, avait rejoint cette petite entreprise dont son père, Jean-Louis Girbal, ancien membre de l'ambassade de France en Guinée, était co-actionnaire. Nommé directeur commercial, il était chargé de prospecter des affaires, notamment dans le domaine minier.

Depuis que Romain Girbal a annoncé le lancement de sa société minière en 2015, Aboubacar Danfakha est entré en guerre judiciaire. Il accuse son ancien collaborateur d'avoir détourné à son profit le permis d'exploration du gisement de Boké – le seul actif de la société AMR – et d'avoir pris 120 000 euros dans la caisse. En décembre 2015, Romain Girbal a bénéficié d'un non-lieu partiel sur la partie minière mais pas sur le détournement de fonds. Mais à la suite d'un appel du Parquet, le dirigeant d'AMR se voit aujourd'hui poursuivi par la justice guinéenne sur les deux volets. Le procès devrait avoir lieu dès septembre. La justice pourrait même remettre en cause les droits miniers attribués à la société AMR, à en croire la presse guinéenne. Tout le projet minier pourrait alors voler en éclats. Arnaud Montebourg se serait-il commis imprudemment ?

Interrogé par Mediapart, Romain Girbal minimise le risque. « C'est une affaire personnelle qui ne concerne pas AMR », affirme-t-il, avant d'assurer de « sa confiance dans la justice guinéenne ». « Cette histoire judiciaire est une tempête dans un verre d'eau. Il y a eu un non-lieu. Il y aura un nouveau jugement qui, je suis sûr, confirmera le premier », soutient Daniel Lebard (ex-Rhodia), le plus important co-

actionnaire de la société, manifestement peu au courant de l'affaire judiciaire en Guinée. « La société n'est pas en cause », affirme-t-il, tout en trouvant néanmoins « cette affaire un peu bizarre ». Bizarre, certes, comme souvent pour les affaires minières en Afrique. Impossible en effet de cerner cette dispute judiciaire sans la resituer dans le contexte guinéen. Ce pays possède de très grandes richesses minières (bauxite, diamants, fer, or) qui attirent toutes les convoitises et toutes les corruptions. Tous en profitent sauf les Guinéens, à l'exception de quelques politiques bien placés. Chaque changement politique donne lieu à de sombres règlements de comptes, à des batailles rangées pour déterminer quel clan profitera de l'accaparement des richesses. Tout de suite après son élection en 2010, le nouveau président guinéen, Alpha Condé, a remis en cause tous les permis miniers attribués par son prédécesseur, en dénonçant les pratiques de corruption lors de leur attribution ([voir notre enquête - Guinée : corruption, putsch et eldorado minier](#)). Après un audit mené par KPMG, plus de 800 permis ont été annulés, dont ceux détenus par le trouble homme d'affaires franco-israélien, Beny Steinmetz, **qui figure en bonne place dans les Panama Papers**.

Pour sortir le pays de la spirale de la pauvreté, le président guinéen a placé le développement des ressources minières comme objectif prioritaire. Bien que les marchés des matières premières se soient totalement effondrés depuis deux ans, il ambitionne toujours de tripler la production de bauxite d'ici à 2020. Plusieurs géants miniers sont déjà présents dans le pays, dont Rio Tinto, le consortium chinois China Power Investissement Corporation, et le groupe d'aluminium russe, Rusal. D'autres se sont mis sur les rangs pour profiter de l'occasion de cette grande distribution. Mais depuis le rachat de Pechiney, plus un groupe français ne figure sur la liste. C'est un des aspects qui semble avoir poussé Arnaud Montebourg, adepte du « produire français », à apporter son soutien au projet minier que lui a présenté Romain Girbal.

Sans trop se poser de questions sur les dangers de s'aventurer dans un monde minier plus qu'opaque en Afrique, l'ancien ministre de l'économie a accepté d'apporter son soutien moral et son parrainage au dossier. Il a posé cependant trois conditions : la société devait être immatriculée en France et y payer ses impôts ; l'actionnariat devait être lui-même français ; enfin, les actionnaires devaient s'engager à développer le projet industriel, en construisant une usine de l'alumine en France.

Ouvrant son carnet d'adresses et mettant en marche ses réseaux, Arnaud Montebourg a

aidé à trouver des investisseurs que les deux fondateurs n'étaient, jusqu'alors, pas parvenus à intéresser. Mais il n'a pris aucune participation dans la société. Sur le papier, tout paraît nickel. La start-up affiche ses ambitions de devenir une nouvelle société minière, exploitant la bauxite. Mais elle entend mener ses activités de façon responsable, en association avec les populations locales, dans le respect des normes environnementales et éthiques ([voir son site](#)). Dans ses statuts, de nombreuses dispositions sont prises pour sanctionner toute dérive, pour écarter tout membre soupçonné de corruption. Mais avoir un permis d'exploration ne fait pas d'un coup un groupe minier. Il faut des moyens financiers énormes : l'exploitation d'un gisement de bauxite se chiffre en centaines de millions de dollars. Il faut être introduit dans ce secteur très à part, avoir des associés, des partenaires. Une vision conservatrice, a rétorqué Arnaud Montebourg à tous ceux qui soulevaient quelques objections. Avec du temps, de la volonté, on peut abattre des montagnes, selon lui. Ou en l'occurrence, brasser des centaines de millions de mètres cubes de terre pour en extraire le précieux minerai.

## Engagements de rachat

Pour l'instant, Alliance Minière Responsable n'appartient pas à ce monde industriel-là. La société n'est tout simplement pas taillée pour être présente dans un secteur à très haute intensité capitaliste, exposé à des variations de marché dignes des montagnes russes. Elle n'a réuni que quelque 3,5 millions d'euros de capital, et dans des conditions qui font plus penser à des jeux financiers qu'à des projets industriels.

Constituée en juillet 2015, la société est partie avec un capital de 30 000 euros, souscrit par les deux fondateurs et la société Mallabard (pour Alain Mallart, ex-Novalliance, et Daniel Lebard). Quelques jours plus tard, elle a décidé de compléter son tour de table en levant 3 millions d'euros. Mais cette augmentation de capital a été réalisée sur une évaluation de la part à 100 euros, même si le nominal reste à 1 euro. Une situation très défavorable pour les nouveaux entrants. Mais cela n'a pas dissuadé Anne Lauvergeon (ex-Areva), Édouard-Louis Dreyfus (Dreyfus transports), Arié Flack (banquier très proche d'Arnaud Montebourg qui a fondé la compagnie du Lion), entre autres, de souscrire. Début février, nouvelle augmentation de capital de 500 000 euros. La société n'a toujours aucun chiffre d'affaires. La valeur de la part est pourtant portée à 250 euros, en conservant un nominal de 1 euro. Les actionnaires souscrivent cependant et accueillent même un nouvel arrivant : Xavier Niel. Par

Suite à la page 5

Suite de la page 4

l'intermédiaire d'une de ses holdings personnelles, NJJ Capital, celui-ci souscrit à la moitié de l'augmentation en apportant 250 000 euros. Il ne reçoit en retour que 1 000 parts, ce qui lui donne 1,6 % du capital. Comment expliquer que ce chef d'entreprise si avisé accepte d'avoir une si faible participation, alors qu'il a apporté plus de 7% des fonds ? Mystère. Avec l'arrivée de Xavier Niel dans son capital, AMR change de statut. Toute la presse financière commence à s'intéresser à cette petite société qui monte. On s'extasie devant son tour de table si prestigieux. «*La start-up qui fait chavirer le Tout-Paris*», s'émerveillent **Les Échos**. «*AMR, la start-up minière qui mise sur la bauxite en Guinée*», titre plus prudemment **Challenges**.

Emmenés par Anne Lauvergeon, des administrateurs font le voyage en Guinée pour rencontrer le président Alpha Condé et l'assurer de leur forte implication dans le projet. De son côté, Romain Girbal multiplie les déclarations assurées. «*La Guinée est la future référence mondiale en matière de bauxite*», déclare-t-il encore le 1er août dans la presse guinéenne. Avant d'assurer que les résultats des analyses sur le gisement d'AMR sont «*impressionnants*». «*Notre minéral conviendra aux raffineries les plus exigeantes*», soutient-il. Des augmentations de capital avec des primes toujours plus élevées, alors qu'il n'y a aucun résultat tangible, des actionnaires

prestigieux dont on fait largement la publicité, des déclarations de plus en plus enthousiastes sur la qualité du gisement... Comment ne pas penser au schéma décrit dans le livre *A Team Enriched*, où les protagonistes d'Uramin expliquaient longuement leur spectaculaire coup financier, qui allait être **une des plus**



Romain Girbal.

grandes arnaques du siècle dans le secteur minier ?

Un soupçon malvenu, selon Daniel Lebard. «*Nous n'avons pas l'intention de vendre. Nous allons nous lancer dans l'exploitation*», assure-t-il. Romain Girbal tient le même discours. «*Nous n'avons aucune intention de vendre, de faire une IPO [introduction en bourse – ndr].*» Mais la société a-t-elle les moyens de s'engager dans l'exploitation minière ? «*Il n'y a pas de problème. Nous les avons. Et nous pouvons nous appuyer sur les infrastructures existantes*», répond-il.

Dans leurs discussions internes, les actionnaires semblent, pourtant, caresser d'autres projets. Lors de la réunion du conseil en janvier, ils ont notamment tenu à inscrire dans le procès-verbal

réunir au moins une levée de fonds de 22 millions de dollars d'ici au 30 septembre 2016, afin d'assurer l'obtention du permis, mais aussi «*le rachat des actions des actionnaires de classe A, des actionnaires de*

d'autres termes, les actionnaires d'AMR rêvent d'un juteux coup financier, en multipliant par plus de 10 fois leur mise de départ, grâce à la revente de la société après la délivrance du permis d'exploitation. Cela permet peut-être d'expliquer l'agitation judiciaire autour de ce dossier en Guinée.

«*Je ne suis pas au courant de cette décision. Il n'y a pas de pacte d'actionnaire, prévoyant le rachat. Nous restons*», maintient, malgré tout, Daniel Lebard, après la lecture de cette longue décision. Romain Girbal dément tout aussi catégoriquement. «*Cette décision n'est plus valable. Elle a été modifiée. Il y a eu une autre réunion depuis. Les actionnaires sont décidés à rester*», soutient-il. Le compte-rendu de cette dernière n'étant pas disponible, il est impossible de vérifier. Les mois permettront de savoir si AMR s'inscrit vraiment dans un projet industriel. Ou si cette junior n'est qu'un nouveau coup financier, selon les bonnes vieilles pratiques du secteur minier en Afrique. Mais ces seuls doutes jettent une ombre sur Arnaud Montebourg. Le volontarisme ne fait pas tout. L'économie et l'industrie sont des mondes où règnent de grands fauves. Et l'on peut, malgré soi, s'y fourvoyer.

Par Martine ORANGE

**Nota:** Pour plus de détails, merci de consulter le site [www.mediapart.fr](http://www.mediapart.fr)

## On refuse à l'épouse de Dalein de reconstruire un pont Les jeunes de Coyah se mettent en colère

La situation était délétaire mardi 9 août à Coyah. Et pour cause? La grogne des jeunes protestant contre le refus opposé par un député du parti au pouvoir à l'épouse du chef de file de l'opposition de reconstruire un pont situé dans le quartier Nord de la commune urbaine.

Ce jour-là, Halimatou Dalein Diallo s'était rendue pour reconstruire un pont situé dans la commune urbaine et qui se trouve presque impraticable en raison de sa dégradation très poussée. Mais l'épouse du chef de file de l'opposition s'est heurtée au refus d'un député du Rpg Arc-en-ciel. Ce dernier s'est opposé à l'exécution des travaux. Ce qui a provoqué la colère des jeunes qui avaient sollicité l'aide de dame Diallo



Halimatou Dalein Diallo lors d'un meeting à Abidjan. Photo à titre d'illustration.

pour la réhabilitation de cet ouvrage de franchissement. Des témoins rapportent que ce 9 août, une machine et des camions étaient arrivés pour faire des travaux de curage. Mais contre toute attente, ces engins ont été immobilisés au niveau du domicile de l'honorable Sékou Camara qui s'est farouchement opposé au démarrage des travaux, arguant que c'est lui qui a construit pour la première fois ce pont dans les années 90, alors président du Conseil de quartier de cette localité. Après plusieurs années, il dit ne pas accepter qu'un autre vienne reconstruire le même pont sans son consentement préalable. Surtout dans le quartier qu'il habite, en tant qu' élu du peuple. Car, pour le parlementaire

Camara, la réalisation de ce pont par la Première dame de l'opposition est purement politique. Pendant le mois de juin 2016, les membres du mouvement «*Cellou nan nôma*» qui signifie en langue soussou «*c'est Cellou qui peut*» du quartier Nord avait organisé un tournoi de football doté du trophée Hadja Halimatou Dalein Diallo. Le jour de la finale, les jeunes, dans leur discours avaient sollicité à ce que le pont de ce quartier – complètement affaissé et bouché par des ordures – soit reconstruit par celle-ci au regard de la galère de ses usagers. Dame Diallo avait accédé à cette doléance et tenait à réaliser promesse. Mais, voilà !

Mady Bangoura



Bah Oury

### « Cellou est un danger », se lâche Bah Oury

Le verdict du Tribunal de Dixinn condamnant un de ses proches fâche Bah Oury. Très remonté, le vice-président exclu de l'Ufdg digère mal cette décision de la justice contre Ibrahima Djoundjou Diallo poursuivi pour vol de téléphone et agression aux abords de la gare-routière de Bambéto. Dans cet incident, Ibrahima Djoundjou aurait aussi retiré la somme de 220.000 GNF à sa victime après l'avoir violentée et menacée par une arme à feu. Des chefs d'accusation que Bah Oury réfute du revers de la main et parle d'une accusation montée de toutes pièces.

«*J'aurais espéré que pour cette fois-ci, devant une évidence, qu'Ibrahima Djoundjou qui n'est en rien responsable ni de vol, ni d'attaque à main armée, puisse être relâché*», formule l'opposant qui semble connaître le mobile d'un tel acharnement contre son partisan. «*Ibrahima Djoundjou est victime de Cellou Dalein*», accuse-t-il.

«*A tous les jeunes de l'Axe, Cellou est un danger pour eux. Parce qu'à travers Ibrahima Djoundjou, il a montré qu'il n'hésite pas à faire arrêter et à faire incarcérer un jeune tout simplement parce qu'il n'est pas de son camp. C'est une attitude que je considère comme inacceptable*», se lâche Bah Oury.

M.B.

## 6 mois de prison contre un pro-Bah Oury

Le feuilleton judiciaire qui opposait des proches de Cellou Dalein Diallo et du vice-président exclu de l'Ufdg, Bah Oury a connu son épilogue le mardi 9 août au TPI de Dixinn qui a tranché en faveur du plaignant. Le partisan de Bah Oury a écopé de 6 mois de prison ferme.

Ibrahima Djoundjou Diallo a été condamné à l'issue du procès qui l'opposait à Mamadou Bhoie Diallo, un partisan de Cellou Dalein Diallo, qui l'avait assigné en justice pour vol de téléphone. **Une affaire qui**

remonte au 26 avril 2016 à Bambéto où Bah Oury livrait un meeting. C'est alors que le prévenu Ibrahima Djoundjou Diallo, proche de Bah Oury, en compagnie d'autres personnes auraient attaqué Mamadou Bhoie Diallo en lui retirant son téléphone et une somme de 220.000 FG. Puisqu'il était soupçonné de vouloir troubler ledit meeting de leur idole. C'est ainsi que la victime a porté plainte avant que l'affaire ne se transporte au TPI de Dixinn qui a requis 6 mois de prison ferme contre le prévenu,

assujetti au paiement de 200 mille FG d'amende et de 2 millions de FG au titre de dommages et intérêts. Un verdict qui a réjoui Me Alsény Aissata Diallo de la partie civile qui a affiché toute sa satisfaction quant à la façon dont le tribunal correctionnel de Dixinn a examiné cette affaire, notamment, dit-il, «*avec lucidité et sérénité*».

Pour sa part, l'avocat de la défense, Me Labila Michel Sonomou s'est dit surpris de la décision de la justice malgré les démonstrations qu'il a

faites et les témoignages «*éloquents*» de son client. «*Mais si la justice retient notre client dans les liens de la culpabilité, je ne peux qu'exprimer ma très grande surprise. Et puisqu'il nous est reconnu la voie de recours, je vais me retrouver avec mon client pour voir si éventuellement nous pouvons exercer ce recours par la loi*», a confié l'avocat.

Mady Bangoura

## CNSS: Malick Sankhon la confirmation du mérite

L'homme Malick n'est pas du genre à clignoter à gauche pour virer à droite. Quand il est dedans, il y est et assume pleinement son choix. Il vient d'être confirmé pour une seconde fois par décret à son poste de directeur général de la Caisse nationale de sécurité sociale (CNSS).

La publication du décret jeudi 11 août a conforté le pari de nombre d'observateurs qui misaient sur cette confirmation au regard des actions concrètes qu'il ne cesse de poser. ■



Malick Sankhon.

## TÉLÉCOMS Antigou Chérif remplace Mamy Diaby à l'Arpt

Depuis ce jeudi 11 août, l'expert en télécommunications formé à l'école américaine de la rigueur, **Antigou Chérif** est le nouveau directeur général de l'Autorité de régulation des postes et télécommunications. Le poste était vacant depuis la nomination en janvier dernier de son titulaire Moustapha Mamy Diaby comme ministre de l'Economie numérique. Le tout-nouveau directeur Chérif a pour adjoint



Antigou Chérif

Aminata Kaba. Une dame qui va quitter son boulot du bureau régional de l'Union internationale des télécommunications (UIT) basé à Dakar pour aider l'économiste des télécoms à diriger l'Arpt qu'il connaît bien pour en avoir été pendant un bon moment le directeur des Finances et de la comptabilité. A présent, il ne reste plus qu'à Oumar Said Koulibaly, jusqu'à directeur général adjoint, assumant depuis janvier l'intérim, de passer le témoin au cours d'une cérémonie solennelle organisée à cet effet. ■

## TENSIONS POLITIQUES ET ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES

### Un impact négatif sur le climat des affaires en Guinée

En Guinée, manifestations politiques autorisées sont régulièrement réprimées dans le sang par des forces dites de l'ordre ou des soi-disant contre-manifestants. Des acteurs du secteur économique, particulièrement des commerçants, paient - eux aussi - un lourd tribut quand centres commerciaux, entrepôts et petits magasins sont ciblés, éventrés, vidés de leurs contenus par des vandales ou des inconnus qui n'hésitent pas à les incendier au nez et à la barbe des flics et pandores.

**Abdallah Chérif** dirige le Groupe organisé des hommes d'affaires (Goha). Il redoute la récurrence des pillages de 2007 et 2015 dans lesquels **1 568 commerçants** ont essuyé des pertes estimées à plus de **219 milliards de FG**. Explications.

**Le Populaire: Des manifestations politiques sont annoncées. Quelles sont les risques que cela pourrait avoir sur les activités économiques?**

**Abdallah Chérif:** En Guinée, très malheureusement, les gens ont pris l'habitude, à l'occasion des événements politiques, de s'attaquer aux opérateurs économiques et à leurs biens. C'est bien dommage! Parce que les tensions politiques vont toujours impacter sur les activités économiques. Si l'environnement politique n'est pas favorable, l'économie va en prendre un coup dur. Nous vivons dans ces difficultés perpétuelles. Cela est dû à quelques facteurs parce que si les politiciens de tous les bords ne s'entendent pas, les répercussions seront désastreuses sur la bonne marche de l'économie. Ceci n'est donc pas à l'avantage du gouvernement, non plus des opérateurs économiques. Pour éviter de telles choses, il faut respecter les conclusions des accords politiques.

**Justement, les accords politiques signés de 2010 à nos jours ont tous prévu l'indemnisation des opérateurs éco-**



Abdallah Chérif dirige le puissant Goha.

**nomiques victimes de pillages. Est-ce effectif?**

Non! Et tenez-vous bien, de 2007 à 2016, il y a eu 1 568 commerçants victimes de pillages. Et les pertes sont estimées à plus de 219 milliards de FG. Si on soulageait toutes ces victimes et empêchait cela de se reproduire, les investisseurs allaient venir dans notre pays. Mais si de telles exactions sont restées impunies, cela décou-

rage les investisseurs potentiels. Et puis, il ne s'agit pas seulement de faire venir des investisseurs, mais il faut entretenir un climat favorable aux affaires. Ce sont des idées et des projets qu'on finance. Mais chez nous, on n'a même pas le temps de réfléchir puisque les tensions politiques sont permanentes. On parle de réconciliation nationale, mais on néglige toutes les victimes de pillages. La réconciliation ne concerne pas que les blessés et les morts, c'est aussi une affaire de ceux qui ont perdu leurs biens pendant de douloureux événements qu'a connus notre pays.

**Quelles sont les mesures prises par le Goha pour éviter de nouveaux pillages des commerces?**

Nous avons toujours encouragé les commerçants à payer les taxes. Ils paient des quittances à l'Etat, équivalent à une assurance pour que leurs biens soient sécurisés. Mais le constat est décevant, parce que

l'Etat ne protège pas les activités économiques comme il se doit. Et quand nous sommes victimes de quoi que ce soit, nous allons demander à l'Etat d'y faire face parce que c'est à lui que nous payons les taxes. Le devoir de l'Etat c'est de nous protéger avec nos biens.

**Que demandez-vous concrètement à l'Etat?**

En Guinée c'est la démagogie qui nous fatigue. Les autorités savent ce qu'il faut faire pour que tous les opérateurs économiques se sentent à l'aise dans tout le pays. Ce n'est pas à nous d'apprendre aux forces de sécurité comment sécuriser les marchés. Nous demandons à l'Etat de nous sécuriser. Si l'Etat ne joue pas son rôle et si nous sommes victimes de quoi que ce soit, nous exigerons à l'Etat de nous dédommager et nous serons dédommages.

Réalisé par  
**Abdoul Malick Diallo**

## APPEL A CANDIDATURE ELECTION MISS GUINEE FRANCE PAR ASSOCIATION DES JEUNES GUINEENS DE FRANCE



**BELLE,  
GRACIEUSE ET  
ENGAGÉE ?**

**METS TA BEAUTÉ  
AU SERVICE DU COEUR**

**INSCRIPTION:**

**JUSQU'AU 23 SEPTEMBRE**

**DIRECTEMENT : WWW.AJGF.ORG**

**MAIL : CANDIDATURE\_MGF@AJGF.ORG**

**CASTING : 24 ET 25 SEPTEMBRE**

**CONTACT : 0659660256 | 0652454289**

**MISS GUINEE FRANCE  
LA BEAUTÉ AU SERVICE DU COEUR**





## CAISSE NATIONALE DE SÉCURITÉ SOCIALE

*L'assurance d'une vie bien protégée  
La CNSS, l'institution qui garantit  
les travailleurs et leurs familles*

### Elle assure

Des indemnités de maternité et des prestations familiales  
Des prestations en nature et en espèces, en cas d'accidents  
du travail et maladies professionnelles  
Des pensions de retraite de survivants et d'invalides  
Des prestations de l'assurance maladie



Invitation à lire le quotidien en ligne

**leCOURRIER**  
deConakry.com

L'information citoyenne

www.lecourrierdeconakry.com

Courriel: lecourrierdeconakry@gmail.com

Aboubacar Condé, journaliste du groupe Africvision:  
«Si l'Afrique est l'avenir du monde, la Chine  
est la clef qui mène à ce bonheur universel»



Aboubacar Condé, rédacteur en chef du journal *Le Diplôme* (groupe Africvision).

Sur invitation du gouvernement chinois, 34 délégués guinéens issus du ministère de la Communication et des médias publics et privés ont effectué un voyage sur la Chine. Durant 25 jours, ils ont participé au séminaire bilatéral entre les médias chinois et guinéens tenu du 7 au 29 juillet 2016 à Beijing. De retour de ce voyage, notre rédaction a rencontré l'un des séminaristes. **Aboubacar Condé**, puisqu'il s'agit de lui, est rédacteur en chef du journal *Le Diplôme* du groupe de presse *Africvision*. Il nous dit des enseignements qu'il a tirés de ce panel.

**Le Populaire : Dans quel cadre se situait ce voyage en Chine ?**

Aboubacar Condé : C'est un voyage de découverte et de partage d'expérience. En fait, comme vous le savez, la République populaire de Chine s'est inscrite dans une logique de coopération avec les pays du tiers-monde. Elle ambitionne de transmettre son expertise au service du développement. Le gouvernement chinois via son ministère du Commerce a payé les frais de voyage des fonctionnaires en charge des médias et journalistes guinéens. Vous comprendrez que le séminaire a été exclusivement organisé pour la relance des coopérations médiatiques entre les deux Etats. C'est le 7 juillet 2016 que le séminaire a commencé à l'initiative de l'Institut de recherches et de formations de l'administration d'Etat, de la presse, de la publication, de la radio, du film et de la télévision (RPC) sous le thème *Coopération médiatique : un nouveau chapitre de l'amitié bilatérale*. Car, pour la Chine, c'était une opportunité réelle de rapprochement et de consolidation des liens d'amitié et de coopération avec le peuple et gouvernement guinéen. Donc, nous sommes allés pour discuter, voir, apprendre et s'approprier du modèle chinois qui a visiblement réussi. Les 34 délégués ont eu la

chance de visiter les médias chinois les plus importants et de discuter avec leurs premiers responsables. De la CCTV, à la RCI en passant par l'Agence Chine Nouvelle, pour ne citer que ceux là.

**Au terme de ces 3 semaines passées en Chine, que peut-on retenir de vos impressions et surtout ce que vous reprenez du peuple chinois ?** Comme disait l'autre, c'est un africain en Chine. (Rires). J'ai été stupéfait, émerveillé, étourdi par la nature et le rythme du développement de la Chine. Car, je n'avais jamais imaginé que son développement avait atteint ce niveau. Vous savez, nous jugeons à tort ce pays. Je le dis ici que si l'Afrique est l'avenir du monde, la Chine est la clef qui mène à ce bonheur universel. En termes de développement des infrastructures, la Chine est en avance sur de nombreux pays occidentaux. Des infrastructures immobilières, routières, ferroviaires, aériennes, maritimes, hôtelières, etc. Que dire du développement de la technologie et de la médecine ? En ce qui concerne les médias, la Chine est largement en avance sur les autres. Dans ce pays, on ne parle que de nouveaux médias. Tout est numérique et rien n'est fait au hasard.

**Eventuellement, un message à l'endroit des patrons de presse ?**

Je pense que les médias guinéens peuvent s'inspirer du modèle chinois surtout avec la menace de nouveaux médias sur les anciens. Si évidemment nous comptons développer une nouvelle approche afin de rendre nos produits plus accessibles au public, il faut maintenant penser à la multiplication des canaux de diffusion de l'information et à la diversification des activités pour nos groupes de presse respectifs. A ce niveau, il s'agit de diversifier les sources de financement en investissant dans d'autres types de projets comme l'a fait le groupe du Quotidien de la Province de Henan. C'est-à-dire avoir des actions dans des projets de développement ou investir dans la réalisation des projets générateurs de revenus. Ceci, pour éviter que l'entreprise soit en difficulté de trésorerie (paie régulière des salaires) en Guinée où la publicité est rare. Une telle démarche permet de consolider financièrement l'entreprise de presse. Malgré la dimension du développement de son pays, le chinois garde sa tête sur ses épaules. Il est aimable, accueillant, tolérant et surtout généreux. En plus, c'est un fou du boulot. Pour la simple raison qu'il ne se donne pratiquement aucun temps de repos. Il se donne à fond pour le travail en tout temps et en tout lieu. Je retiens du peuple chinois principalement trois choses. L'humilité, le désir de progresser, le respect de la loi et de la hiérarchie.

Réalisée par Mady Bangoura



Un cadre idéal pour  
les grandes retrouvailles

**Chez Tonton  
Dacky**



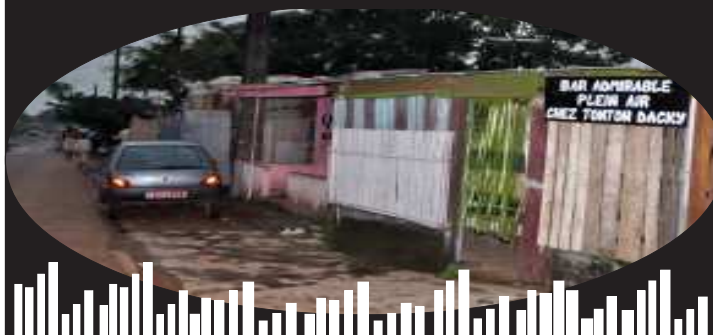
Rendez-vous à

**Kissita**

GBESSIA CITÉ DE L'AIR  
SUR LA T2 AÉROPORT - CHÂTEAU D'EAU

**Tél.: 622 98 78 36**

Bar de 50 places  
Terrasse couverte pour votre confort  
Plein air de 150 places pour non-fumeurs



le populaire

Suivez le journal qui vous ressemble sur [Facebook](#)



cliquez pour entrer dans le réseau  
[Facebook.com/Le-populaire-conakry](https://www.facebook.com/Le-populaire-conakry)

## LA GENDARMERIE NATIONALE EN DEUIL: Le Commandant Sidibe n'enquêtera plus !

Désormais ancien commandant de la Brigade de gendarmerie de Kipé, située au très fréquenté carrefour du Centre-émetteur dans la commune de Ratoma à Conakry, le **commandant de gendarmerie Ibrahima Kalil Sidibé** a été arraché à notre affection dans l'après-midi du lundi 8 août 2016 à son domicile des suites d'un arrêt cardiaque. Durant la journée, le Commandant Sidibé avait partagé son temps précieux avec certains de ses amis

et échanger au téléphone avec la plupart de ses proches en banlieue. Arrivé en centre-ville de Kaloum dans l'après-midi à la rencontre son médecin-soignant, il rentre à son domicile de Nongo. Le temps de prendre son repos, il tombe foudroyé par un arrêt cardiaque. Dans les minutes qui suivent, sa dépouille mortelle est internée à la morgue de l'hôpital Sino-guinéen. Fait marquant de ses derniers mois parmi nous, le jeudi 9 juin 2016 dans l'après-midi,



Feu le commandant de gendarmerie Sidibé.

le Commandant Sidibé a été révoqué de ses fonctions par le Haut commandant de la Gendarmerie nationale, directeur de la justice militaire.

Selon nos informations, il était accusé d'avoir fait exécuter une décision de justice dans un quartier de la commune de Matoto ne relevant pas de sa zone de compétence.

Avant cela, il avait géré en duo avec son homologue Garbiel Tamba Diawara du PM3 le dossier d'enquête relatif à l'assassinat du journaliste Elhadj Mohamed Koula Diallo tué le 5 février 2016 aux abords du siège de l'Ufdg. Ce vendredi 12 août à Conakry, après les honneurs militaires et la prière de 14h, il a été inhumé au cimetière de Kobaya. ■

## RÉTROSPECTIVE Succès du Salon de l'emploi et de l'entrepreneuriat guinéen à Paris L'équipe pilote de "Talent Guinée 2016" s'en félicite

Les responsables à tous les niveaux du Salon de l'emploi **Talent Guinée** ont été les pionniers de la réussite de la 2e édition tenue les 27 et 28 mai 2016 à Paris.

Pour deux jours, il a fallu deux mois de dur labeur d'une brillante et responsable équipe.

Les **fourmis**, ainsi que les désignent si affectueusement leurs collègues de l'Association des jeunes guinéens de France (Ajgf) se félicitent du travail fourni. Flash back.



Chef de projet Talents Guinée 2016, Mamoudou Diallo «la mobilité et les perspectives».

C'est un gratin de personnalités venues d'horizons divers, d'organismes étatiques et d'entreprises qui était là. Avec cette grandiose participation allant des candidats aux visiteurs curieux, le premier jour du salon axé sur les conférences, a été marqué non seulement par la pertinence des interventions, mais aussi par la participation aux débats de l'auditoire.

Or, au regard de nombreuses embûches érigées le long du trajet et surtout du délai imparti pour la tenue de l'événement, le secrétaire général de l'Ajgf, **Lamine Gérard Mansaré** a réalisé tardivement l'exploit de son équipe.

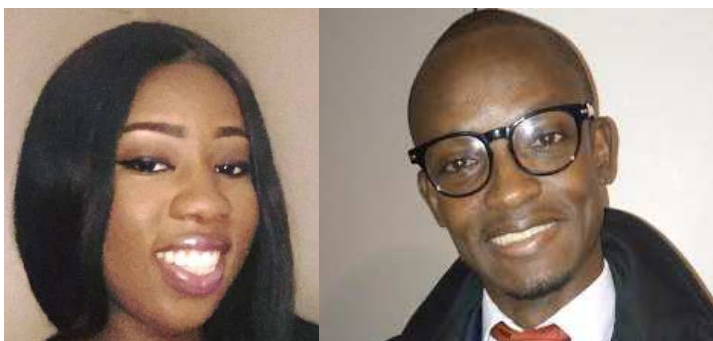
«Deux mois pour organiser un événement d'une telle envergure semblait pour nous une mission impossible, mais je dois saluer le courage et la détermination de chacun des membres qui y a mis du sien pour ne pas subir cette année la même déception d'il y a deux ans», s'est-il réjoui.

Aussi, M. Mansaré s'est félicité de la force managériale du chef de projet et du secrétaire à l'Intégration et à l'insertion professionnelle dont il a particulièrement salué l'implication avec déférence pour le succès engrangé dans l'ensemble des activités alors mentionnées dans le plan d'action.

Chef de projet "Talents Guinée 2016", **Mamoudou Diallo** s'est dit satisfait de l'organisation. Il a cité en exemple la mobilisation des candidats venus des quatre coins de la France et de l'étranger.

«En deux jours, les visiteurs se sont informés des activités des entreprises présentes, les opportunités d'emploi et les organismes d'accompagnement à la création d'entreprise en Guinée. A travers la conférence, ils ont échangé directement avec les autorités guinéennes sur les dispositifs mis en place pour le retour de la diaspora », a-t-il noté.

Pour avoir eu à travailler avec une équipe dévouée pour la réussite et la pérennisation du



Responsable de l'organisation et de la logistique, Nabintou Dramé et le secrétaire général Lamine Gérard Mansaré ont bataillé dur pendant les préparatifs de la seconde édition.



Abdoulaye Hérice Diallo du Pôle communication et Ousmane Kallo du Pôle gestion des entreprises.

projet, M. Diallo ajoute que ce fut pour lui «une expérience enrichissante».

Le responsable du pôle communication, **Abdoulaye Hérice Diallo**, s'est quant à lui penché sur l'un des aspects ayant milité en faveur de l'édition de cette année: la communication dont il a été le responsable.

«La communication étant la vitrine de l'événement, il fallait être stratégique et réactif pour une meilleure coordination avec les bénévoles qui m'ont accompagné dans cette mission. Le retour positif et le nombre de personnes présentes lors des deux jours me poussent à dire que la communication a été une réussite pour #TG16. Les différents partenaires ont aussi œuvré pour la réussite de la communication».

Même état de satisfaction chez **Ousmane Kallo** responsable du Pôle gestion des entreprises, et **Nabintou Dramé** chargée de l'organisation et de la logistique, pour qui l'édition de 2016 a été une «expérience à la fois unique et exceptionnelle tant sur le plan personnel que professionnel».

Avec pour rôle de piloter une équipe pendant huit semaines consécutives et s'assurer que tout sera prêt le jour "J" dans un parfait planning de la coordination, Mlle Dramé a été impressionnée par le fait que tout ait été bien agencé : «Tous les détails ont été pris en compte, Cela fait partie de la réussite de cette deuxième édition, commente Dramé. J'ai pris ce rôle à cœur car, pour moi, c'était un challenge que j'ai valablement réussi. Puisque nous avons mobilisé un maximum de candidats et d'entreprises».

La diaspora était au rendez-vous, preuve que le développement socioéconomique de la Guinée est au cœur des préoccupations de l'Ajgf.

Ahmed Tidiane Diallo

### Sagesse

1 Un dictionnaire, c'est tout l'univers par ordre alphabétique.  
Anatole France

2 Il ne suffit pas d'être un grand homme, il faut l'être au bon moment.  
Georges Pompidou

La fortune tourne tout à l'avantage de ceux qu'elle favorise.  
Duc de la Rochefoucauld

Politique de la vie. Le réel est toujours dans l'opposition.  
Paul Valéry

## Mory Cissé nouveau patron de l'Ordre des experts comptables de Guinée

Vers une institution qui rassemble et protège les professionnels. C'est la mission que s'est fixé le nouveau président de l'**Ordre des experts comptables et comptables agréés de Guinée**.

MoryCissé a été élu par ses pairs à l'occasion d'un congrès tenu récemment à Conakry. Cette rencontre a connu la participation des ministres de la Justice, de l'Economie et des finances, et du représentant de la Banque mondiale, entre autres.

Le nouveau promu remercie ses collaborateurs pour la confiance portée en sa personne.

«Je souhaiterais vous dire un grand merci pour cette confiance que vous venez de me témoigner en me portant à la tête de notre institution», déclare Cissé qui ajoute avoir «conscience qu'il s'agit d'un immense privilège mais également d'une responsabilité importante».

Cette profession devra être aussi promue auprès des principaux acteurs de l'activité économique que sont les autorités administratives à travers la Direction nationale des Impôts, les notaires, les avocats, les banquiers, les assureurs et les membres des organisations patronales.

Pour cette tâche, le nouveau patron de l'Ordre entend redynamiser l'institution pour l'amener à mieux jouer son rôle et faire vulgariser son importance à travers le pays.

Par ailleurs, Cissé se propose d'assainir la profession par la lutte contre toutes pratiques illégales et en appelle les membres de l'organisation à s'inscrire pleinement dans cette nouvelle dynamique.

Madou Sow



Mory Cissé, président de l'Ordre des experts comptables de Guinée.



Sur le podium, récipiendaires et invités prestige immortalisent l'événement.

## Guinean Excellence Awards Une vitrine guinéenne à l'international

Cette semaine, votre hebdo est allé à la rencontre de la fondatrice et présidente de *Guinean Excellence Awards*. Ce fut un agréable moment d'échanges avec **Mlle Koultoumy Diallo**. Voici ce qu'elle dit de la toute première édition de son événement organisé à Ottawa au Canada, le 30 avril dernier.

**Le Populaire:** Vous venez de réussir l'organisation de la première édition de *Guinean Excellence Awards* le 30 avril dernier. Que peut-on retenir de cette édition ?

Koultoumy Diallo: Succès, réseautage et implication, car cette édition est la première du genre dans l'histoire de la communauté guinéenne du Canada surtout organisé par un groupe de jeunes immigrants du Canada. Premier événement qui a enregistré la présence d'un membre du gouvernement guinéen, en l'occurrence le ministre de la jeunesse Moustapha Naité, de Mme Denise Laferrière, représentante de la ville de Gatineau, d'un nombre important de diplomates accrédités au Canada et de tout le personnel de l'ambassade de Guinée au Canada sans oublier ce grand public qui a répondu présent.

**Quelles sont les raisons qui vous ont poussé à primer ces guinéens ?**

L'épidémie d'Ébola. Dans toute chose, il ne faut pas seulement voir le côté négatif. Certes, Ébola a fait des victimes, mais Ébola nous a permis aussi de prendre conscience que nous devons célébrer et honorer des guinéens talentueux et engagés dans leurs domaines afin de montrer un autre côté positif de la Guinée qui est souvent occulté.

**Et les nominés à cette première édition? Sur quelle base ont-ils été choisis ?**

Tous les nominés ont été choisis sur la base de critères bien définis. Pour chacune des catégories, on retrouvait principalement: l'engagement, le patriotisme et le talent. C'est-à-dire, il s'agissait d'être excellent dans son domaine. Puis, être patriote et avoir posé des actes concrets pendant l'épidémie d'Ébola.

**Des félicitations et des encouragements vous ont été adressés de partout. Quel effet ça vous a donné ?**

Loin de ne pas être humble, je dirai que c'est une fierté et un honneur surtout d'avoir réussi à organiser un tel événement international qui a réuni la crème de la diaspora guinéenne au Canada.

**Quel regard la communauté guinéenne d'Ottawa et du reste du Canada a donné à l'événement ?**

La communauté guinéenne a répondu positivement à cet événement. Ce qui signifie qu'elle partageait les objectifs que nous nous sommes fixés pour le gala à savoir, célébrer et honorer la

contribution et l'implication de tous les guinéens. La forte présence des présidents des plus grandes associations guinéennes du Canada, des étudiants, de l'ambassade de Guinée au Canada, etc., témoigne à suffisance que ce regard est positif. D'ailleurs, je saisis cette occasion pour leur dire encore à tous merci.

**Quelle sera la particularité de la seconde édition ?**

En tenant compte des retours et des leçons tirées de la première édition, la deuxième édition est déjà en préparation. Sa particularité sera cette ambition que le comité a de faire du Gala un événement de renommée internationale, une vitrine pour la Guinée



Koultoumy Diallo s'adresse au public lors du gala du 30 avril 2016.

née à l'international, une occasion de rencontres et d'échanges entre différentes communautés.

**Quelles sont vos relations avec les autres associations**

**guinéennes du Canada et d'ailleurs ?**

J'ose dire que nous avons une relation solidaire et professionnelle. Il est important de se souvenir que les catégories et choix de ces nominés sont les résultats de cette relation ou collaboration à travers la réunion "The North American Meeting of the Presidents of the Guinean Associations" qui a eu lieu en novembre 2015 à Ottawa, capitale fédérale du Canada. Nous les remercions de cette collaboration.

**Avez-vous d'autres perspectives ?**

Bien sûr que j'ai d'autres perspectives mais je préfère les garder en surprise. J'ai d'ailleurs oublié de le dire au début, j'aime beaucoup les surprises.

**Avez-vous un message ou un conseil à passer ?**

Papa m'a toujours répété cette célèbre phrase: "À cœur vaillant, rien d'impossible". Merci à l'équipe du journal hebdo, *Le Populaire*. C'est un plaisir de répondre à vos questions.

Réalisée par  
**Ahmed Tidiane Diallo**

Pour toute réaction, merci de nous écrire par courriel à : [lepopulaireconakry@gmail.com](mailto:lepopulaireconakry@gmail.com)

## Koultoumy, la philanthrope

Née à Conakry, elle y a grandi également. Koultoumy Diallo a partagé son cycle primaire entre le Centre islamique de Donka, Billy école et Hamdallaye primaire. Le secondaire à Sainte Marie. Parallèlement, elle suivait des cours d'informatique dans plusieurs logiciels au centre informatique *Académie du savoir* dirigé par sa mère. Le Baccalauréat en poche, en 2011 elle fait sa première année universitaire en Communication à l'Université Kofi Annan de Conakry. A 24 ans, cette fille unique d'un couple éducateur réside au Canada depuis 2012 où elle passe présentement son Bac bi-disciplinaire en Communication et sociologie. Koultoumy mène une vie de philanthrope doublée de passionnée de culture, de mode, de voyage et du social. Elle consacre son passe-temps favori à sa famille et ses amis ou à surfer sur les réseaux sociaux, mais aussi à réfléchir et à mettre du sien dans le bénévolat.

Par A.T.D.



# JO RIO 2016: Les athlètes guinéens remportent la médaille de la figuration

Les 5 représentants guinéens au rendez-vous planétaire de l'excellence sportive ne pouvaient que ça ! Partir du pays dans des conditions de préparations lamentables, assister la tête haute à la cérémonie officielle, et faire acte de présence au lancement des hostilités, puis remporter sans bataille la médaille de la participation.

L'histoire le retiendra comme tel. Du début à la fin des Jeux Olympiques, la Guinée n'a pas brillé sur le podium des pays qualifiés à poursuivre la compétition, encore moins de ceux en lice pour les médailles. Mardi 9 août 2016 en 16e de finale la judokate **Mamadama Bangoura**, porte-drapeau de la délégation olympique dans laquelle on notait la présence effective du ministre **Siaka Barry**, débute à la défensive sans pouvoir éviter l'ippon face à son adversaire Equatorienne, plus combattive. Elle est disqualifiée. A partir de ce jour, plus aucun espoir de voir un athlète au kimono frappé du drapeau Rouge-jaune-vert se frotter aux autres sur le tatami. En natation tout comme en athlétisme, point de performance à attendre de nos malnutris, sous-entraînés. Jeudi 11 août



Photo de famille des 12 membres de la délégation officielle guinéenne en compagnie de membres du comité d'accueil.



La délégation olympique guinéenne a brillé à la cérémonie de lancement des JO. Toutefois, les 5 athlètes ayant fait profil bas, le monde entier n'a été marqué positivement que par la voix suave de Fanta Konaté.

2016 en natation 50m hommes, on a vu **Amadou Camara** faire de son mieux. Et vendredi 12 août en 50m nage libre femmes, la jeune débutante des JO **Mariama Djouldé Sow** est allée se jeter à l'eau pour marquer sa première participation aux Jeux, mais pas dans l'objectif de chercher à égaler des adversaires au corps bien préparé pour se la couler douce. Camara et Sow à l'accoutrement indiquant bien les couleurs de notre beau pays, ont laissé nager les plus méritants dans les piscines flambant neuves. Sur la piste du stade de Rio de Janeiro, vendredi 12 août, pas de qualification pour **Makoura Keita** au 100m Femme. Idem samedi 13 août 2016 en 100m homme pour **Mohamed Lamine Dansoko** bien qu'il ait fait un bon début en se classant pour la suite du sprint. Tout s'est circonscrit pour les deux belles silhouettes dans les starting-blocks. A l'image de la judokate Bangoura, les athlètes Keita et Dansoko n'ont pas été bien préparés à l'excellence pour faire montre de performance aux JO de Rio. Ils n'ont donc pas pu se donner le temps et dégager l'énergie nécessaire pour ne serait-ce que faire semblant (au moins) de poursuivre des concurrents professionnels venus des pays, comme le Sénégal et la Côte d'Ivoire par exemple, où la politique sportive n'est pas reléguée au stade de vœux pieux par des dirigeants m'as-tu-vu abonnés au détournement de peu de ressources affectées à la création d'infrastructures ou de conditions optimales de bon exercice de la pratique de disciplines olympiques dans les écoles, devant être de véritables pépinières de l'excellence sportive. ■

## Le monde olympique retiendra la voix suave de Fanta Konaté

Pour les jeux de cette année, la Guinée peut se consoler d'avoir réussi à attirer l'attention d'au moins 3 milliards de téléspectateurs lors de la cérémonie d'ouverture des jeux. A travers la voix suave de la chorégraphe et chanteuse Fanta Konaté, la Guinée a brillé de tout son éclat. Le pays a été l'attraction durant la représentation de l'histoire de la création du Brésil, à la traite des noirs, agrémentée par le chant de Fanta Konaté en duo avec le chanteur et acteur congolais **Bukassa Kabengeleo**. En langue malinké, bien évidemment, la star guinéenne a célébré le continent par son très aimable titre : « **Mère (Afrique), les enfants pleurent** ». Pourtant, Fanta Konaté n'est pas populaire chez nous en Guinée. Malgré cela, elle reste pour le moment la guinéenne la plus célèbre du Brésil, le



Fanta a réussi un mémorable duo avec Kabengeleo.

pays de son adorable époux. Ce très beau pays, vaste comme un continent, où le rythme et la danse **Samba** rappellent si heureusement les origines guinéennes du Djembé, unique au monde. Ce n'est donc pas par hasard que l'Etat de Salvador de Bahia a été jumelé à la région de Boké d'où est partie une frange importante de la communauté africaine qui peuple ce pays au

paysage pittoresque, aussi incroyablement semblable à celui de la Guinée actuelle. Grande figure de la percussion, Fanta Konaté est surtout une célébrité dans ce grand et vaste pays où l'on aime faire la fête.

Elle y apporte sa part de contribution à au moins 50 écoles de danse. Mariée à un brésilien, notre belle compatriote a été présentée à un public select de Conakry, un jour du 3 février

2016 par l'actuel ambassadeur du Brésil en Guinée, SE Alirio de Oliveira Ramos.

Par Mouctar Diop

## SUR LE TATAMI Mamadama n'a pas eu le temps de combattre

Sans surprise aucune, elle s'en est sortie comme elle est arrivée à Rio, avec comme seule médaille celle de la participation. A 22 ans, **Mamadama Bangoura** (ici en compagnie du ministre Siaka Barry) était pourtant la meilleure du pays dans la catégorie des moins de 63 kg, mais le porte-drapeau n'a brillé que le jour de la cérémonie d'ouverture. Et pour cause ? Mardi 9 août 2016, son premier combat s'est déroulé sans combattivité véritable jusqu'à la fin du temps imparti face à l'équatorienne, Estefania Garcia, 28 ans, dans la catégorie des moins de 63 kg. Garcia a triomphé par ippon sur Bangoura. La championne venue de Conakry n'avait ni le moral au top, ni l'énergie nécessaire, encore moins la rage de vaincre. Elle s'est laissée perdre, sans attaquer. ■



Ici, on reconnaît le ministre Siaka Barry (casquette) et le secrétaire général adjoint du Comité national olympique, Ateph Chaloub.

# Statut de chef de file de l'opposition accordé à Cellou Dalein Diallo Alpha Condé regrette et bloque tout

Après la visite du président François Hollande, le décret a été publié, mais le processus de mise en pratique du statut de chef de file de l'opposition a été stoppé. **Cellou Dalein Diallo** explique comment tout a été bloqué et commente la relaxe de ses 17 gardes du corps perçue comme un deal politique entre la mouvance et l'Ufdg. Surtout qu'elle est survenue quelques jours après la visite du président du groupe parlementaire Rpg Arc-en-ciel, **Amadou Damara Camara** chez Cellou Dalein Diallo et à un moment où l'opposition menace à cor et à cri de reprendre ses manifestations de rue.

Interrogé sur la question jeudi 11 août dans l'émission **Face à l'info** de la radio **Nostalgie FM**, Cellou Dalein Diallo a réfuté ces supputations à l'allure d'une vérité incontestable. «Il n'y a eu aucun deal entre l'Ufdg et le pouvoir par rapport à la libération de ces détenus. Il vous souviendra que ces gens ont été détenus arbitrairement, sans qu'aucun indice crédible ne soit trouvé contre eux. Dès le jour de leur comparution, le procureur avait demandé de les libérer. Mais le juge avait refusé. Plus tard, il a pris une ordonnance de non-lieu. Le procureur à son tour a dit non, qu'on ne les libère pas», a-t-il planté en guise de décor. Et de cette démarche de l'appareil judiciaire, le leader de l'Ufdg sait bien faire sa déduction : «C'est parce qu'il y a une volonté de chantage, de faire chanter l'Ufdg, d'intimider les gens et d'affaiblir l'opposition politique. Donc, ces gens-là ont été détenus pendant 6 mois sans qu'il n'y ait eu aucun élément contre eux», a rappelé l'ancien Premier ministre sous Conté.

## Dalein tiraillé entre le plaisir et la frustration

Au regard de tous ces «agissements», Cellou Dalein Diallo s'est dit être «tiraillé entre le plaisir de voir des hommes libres et la frustration de savoir qu'ils ont été détenus injustement. Donc, il n'y a pas eu de deal, s'est-il répété. La justice, dès le début, a estimé que ceux-ci ne devraient pas être détenus. Malheureusement, le pouvoir avait estimé qu'il fallait les garder pour des raisons que nous ignorons jusqu'à présent».

## La rue, ultime option pour se faire entendre

Pour l'opposant, la rue n'est pas le premier choix de l'opposition, plutôt son dernier. Pour avoir, dit-il, frappé à toutes les portes en vue d'obtenir l'ouverture du dialogue depuis janvier, de tirer les leçons de l'élection présidentielle et de faire le point sur l'application de l'Accord politique du 20 août de façon conviviale, Cellou Dalein Diallo a regretté le fait que tout cela ne le soit toujours pas. «Ils ont refusé. Nous avons exigé qu'il y ait cette réunion. Ils ont systématiquement refusé. Il a

fallu qu'on annonce la reprise des manifestations pour qu'on reçoive une lettre nous invitant au dialogue. Mais à quel dialogue ? Nous avons dit d'accord. Pour nous, le dialogue doit être l'outil privilégié que nous devons utiliser pour aplanir nos divergences autour de la table, et participer les uns et les autres à la construction d'une démocratie apaisée dans le dialogue et la concertation. Mais le pouvoir ne veut pas, parce qu'il ne peut pas. Il n'a pas d'arguments pour expliquer le refus de l'application des accords politiques et de la loi. Donc, nous souhaitons le dialogue. Parce que le coût humain et matériel, lorsqu'il y en a de la marche, c'est l'opposition. Ce n'est pas le pouvoir. Ce n'est jamais le Rpg Arc-en-ciel ».

## De la nature du dialogue voulu par l'opposition

Cellou Dalein Diallo a formulé le vif souhait de voir s'ouvrir le dialogue. Non sans définir la nature de celui-ci. «Un dialogue qui a un sens. Puisque si vous faites le dialogue et que les conclusions ne sont pas appliquées, à quoi il sert ?», a-t-il interrogé. Prête pour un tel dialogue, l'opposition, par la voix de son chef de file, est allée jusqu'à proposer un ordre du jour récemment. «Nous avons dit tout simplement que nous voulons un engagement de principe. Le président de la République qui est en charge du bon fonctionnement des institutions de la République, qu'il s'engage et qu'il engage toutes les institutions à respecter et à appliquer les décisions qui résulteront du dialogue. Parce que ce n'est pas le cas. Il y a beaucoup d'institutions qui disent n'avoir pas signé tel ou tel autre accord politique. Donc, elles ne l'appliquent pas». «Deuxièmement, continue-t-il d'égrener, nous voulons qu'il y ait un cadre de dialogue susceptible de trancher, d'arbitrer entre les deux parties que sont essentiellement le gouvernement et l'opposition. Parce que nous n'avons aucun conflit avec le Rpg Arc-en-ciel. Tous nos conflits, c'est avec le gouvernement. C'est lui qui s'est engagé à mener des enquêtes pour identifier les auteurs des crimes commis lors de nos manifestations. C'est lui qui s'est engagé

à indemniser. C'est lui qui donne l'argent pour organiser les élections. C'est lui qui favorise l'accès des partis politiques de l'opposition aux médias publics, même si la HAC (la Haute autorité de la communication, présidée par Mme Martine Condé. Ndlr) peut être un recours. Donc, l'ensemble des engagements qui sont dans les accords politiques ne peuvent être appliqués que si le gouvernement le veut bien».

## Pourquoi c'est l'opposition qui demande toujours à dialoguer ?

Sous d'autres cieux, c'est le pouvoir en place qui demande le plus souvent l'ouverture du dialogue entre lui et ses opposants. Ce qui n'est pas le cas généralement en Guinée. La présidence de ce cadre de concertation est confiée au ministre d'Etat, ministre de la Justice, Cheick Sako qui est récusé avec l'ensemble du gouvernement à cause de leur inertie quant à la prise en compte effective des préoccupations des opposants. «On ne récusé pas personnellement le ministre de la Justice. Nous avons dit que nos conflits c'est avec le gouvernement. Ce ne serait pas bon que le gouvernement soit juge et partie.

compromise, lorsqu'on a ôté la vie à un guinéen, qu'il se sente concerné. Si c'est l'opposition, lui, il s'en fout. C'est ça le problème. Vous vous imaginez 73 personnes qui meurent lors des manifestations, même pas une sanction administrative à l'endroit d'un responsable de la police ou de la gendarmerie», a-t-il condamné avec fermeté. Citant en exemple le Sénégal, la figure de proue de l'opposition a enseigné que lorsqu'un citoyen y a été tué lors des manifestations, c'était de la consternation. «Tout le pays s'est mobilisé. Aujourd'hui, on vient de condamner un gendarme à 20 ans de prison. Ici, non ! Un citoyen qui meurt, surtout quand il est de l'opposition, ça n'intéresse pas Alpha Condé».

## Cellou regrette les propos de Gaoual sans les condamner

Des démêlés judiciaires ont opposé le député uninominal de Gaoual à trois cadres du bureau politique national du Rpg Arc-en-ciel. Il était reproché, entre autres, à Ousmane Gaoual Diallo d'avoir proféré des menaces de mort à l'endroit du ministre conseiller à la Présidence, Sanoussy Bantama Sow, du directeur général de la Caisse nationale de sécurité sociale, Malick

comme on attaque le président de l'Ufdg.

«Parce qu'il (Alpha Condé. Ndlr) refuse de se démettre de cette fonction. Alors, où est le président de la République, où est le président du Rpg Arc-en-ciel ? Et parfois, on s'adresse au président du Rpg Arc-en-ciel qui en préside les assemblées, qui prend des dispositions, qui continue d'exécuter, en violation flagrante des dispositions de la Constitution. Or, cette fonction est incompatible avec celle de président de la République», a-t-il dénoncé.

«Donc, Ousmane l'a si bien dit qu'il s'est attaqué au président du Rpg Arc-en-ciel. Et ça, c'est son droit absolu de s'attaquer au président du Rpg Arc-en-ciel. Puisqu'Alpha Condé ne veut pas se démettre de cette fonction. Il a la double casquette. Evidemment, parce que c'est lui qui attaque dans ses meetings l'opposition et surtout l'Ufdg en disant : Cellou était là. Les routes avaient deux couches. Il a bouffé une couche. Des choses qui sont sans fondement. Quand un président de la République parle de choses dont il n'a aucune preuve, c'est quoi ?», a interrogé Cellou Dalein Diallo à son tour les journalistes.

## Du statut de chef de file de l'opposition de Diallo au regret de Condé

Sur son décret de chef de file de l'opposition, Cellou Dalein Diallo a rappelé que c'est Alpha Condé qui a pris l'initiative de créer ce statut, à l'image de certains pays d'à côté. «Mais j'ai le sentiment qu'il l'a regretté. Parce qu'il a bloqué le processus au moment où la loi était votée, le statut défini, les avantages déterminés. Il a bloqué tout. Donc, je pense qu'il a dû regretter. Je pense qu'au niveau de l'Assemblée, les résolutions ont été prises, en s'inspirant évidemment de ce qui se passe ailleurs. Il semble que c'est bloqué sur le bureau du président. Cela fait un peu plus d'un an», a-t-il confié. Réagissant aux accusations de non-respect des protocoles dont il ne fait pas souvent montre, Diallo a déclaré ne pas vouloir avoir l'air de quelqu'un qui revendique du matériel. «Moi, je n'ai pas demandé qu'il y ait le (statut de) chef de file de l'opposition. La loi dit que le leader du parti majoritaire à l'Assemblée au sein de l'opposition devient automatiquement le chef de file de l'opposition. Il va avoir tels avantages. Au plan protocolaire, il va prendre place immédiatement après les présidents des institutions républicaines. Le processus a été engagé. Et depuis un moment, c'est bloqué. J'attends de savoir vers où M. Alpha Condé veut qu'on aille. Est-ce qu'on avance ? Est-ce qu'on annule ? Parce que c'est lui qui décide de tout ici. Hélas !», déplore Cellou Diallo Diallo.

Par Mady Bangoura



Au plan protocolaire, Diallo allait prendre place immédiatement après les présidents des institutions républicaines, mais...

Regardez par exemple dans les accords, les parties qui ne sont pas mises en œuvre. Je viens de le rappeler, l'engagement de déférer devant les tribunaux les auteurs des crimes. On est à 73 morts. Le gouvernement a refusé de mettre en place une commission d'enquêtes pour identifier les auteurs. Ça, c'est un manque de volonté qui permet de garantir l'impunité à ceux qui commettent les crimes», a dénoncé Dalein Diallo. Par la suite, il a rappelé qu'une fois, ils ont enterré 12 personnes avec un cortège funèbre allant de la grande mosquée au cimetière de Bambéto. «Jamais le gouvernement ne s'est ému. Jamais le gouvernement n'a rendu visite à une famille. Jamais, il n'a ouvert une enquête pour essayer d'identifier les auteurs de ces crimes. Ces morts-là ne sont-ils pas des guinéens quelles que soient leurs sensibilités politiques ? Mais Alpha gouverne pour un clan particulier. Il n'arrive pas à porter le manteau de président de la République, de président de tous les Guinéens. Lorsque la sécurité d'un guinéen est

Sankhon et du secrétaire général du ministère des Affaires étrangères, Hady Barry, ainsi que de leurs parents respectifs.

A propos, le chef de file de l'opposition a regretté sans condamner l'attitude du parlementaire. «J'ai déploré que l'honorable Ousmane Gaoual soit entré dans cette escalade d'agression verbale provoquée par les gens de la mouvance», a soutenu Cellou Dalein Diallo. Tentant d'apporter un justificatif à la «bavure» communicationnelle d'Ousmane Gaoual Diallo, le président de l'Ufdg a indiqué que celui-ci a répliqué avec des conditions : «Si vous faites ça, on fera ça. Mais ce qu'il a envisagé de faire n'est pas faisable. Puisqu'à l'Ufdg, on a une philosophie : c'est la responsabilité individuelle», a-t-il dit. Rappelant que tout ce que le député de Gaoual a dit était au conditionnel – ce qui n'est nullement le cas –, Dalein Diallo a précisé qu'il ne faut pas oublier qu'Alpha Condé est président du Rpg Arc-en-ciel et que par conséquent, il faut qu'on s'attaque à lui, tout



## Cabale dans l'administration publique Qui veut abattre le DNI Aboubacar Makhissa Camara ?

Si vous dirigez une régie financière convoitée et si votre tête ne revient pas aux démons tapis dans l'ombre, ils font tout pour que le président de la république vous éjecte et y mette « leur » homme. Le nouveau et très novateur directeur national des Impôts est dans leur collimateur.

À peine six mois en place, le directeur national des Impôts, Aboubacar Makhissa Camara, est déjà visé par un audit sans aucune présomption fondée de prévarication. Bien au contraire, sa régie a réalisé en ce temps bien plus que ses quotas prévisionnels en termes de recouvrement. Alors, pourquoi veut-on lui coller soudainement l'inspection générale d'État ? Et qui tire les ficelles ? En somme, qui veut la tête du tout nouveau DNI ?

### Un cadre innovateur

Bourreau du travail, bâtisseur et novateur, le jeune Aboubacar Makhissa Camara a, dès son entrée en fonctions, pris sa charge à bras-le-corps. Il a ainsi réalisé plusieurs performances en un temps record. Il a d'abord audité le fonctionnement des services centraux et décentralisés de l'administration fiscale guinéenne. Les constats ont été alarmants. L'audit a révélé l'incompétence de la plupart des agents des impôts, l'inadéquation entre plusieurs postes et leurs occupants et une inconscience professionnelle quasi-générale. À ce compte, les performances individuelles et collectives ne pouvaient que s'en ressentir et impacter négativement les résultats attendus. Bien évidemment, cette situation donnait libre cours à la corruption et à la concussion dans l'une des plus importantes régies financières de l'État. Elle était à l'origine de la gabegie légendaire que l'on commentait dans les chaumières. Elle expliquait clairement pourquoi les fonctionnaires de tout département cherchaient à rejoindre les effectifs de l'administration fiscale sans même avoir les linéaments d'une formation élémentaire. Pour remédier à cette désespérante situation, le directeur national a engagé des réformes, innové dans tous les domaines et donné une orientation stratégique jamais imaginée par ses prédécesseurs. Priorité des priorités : la formation. La formation, comme outil de renforcement des capacités et d'accompagnement des réformes, a d'ailleurs été l'objet d'un séminaire organisé à Conakry, du 25 au 27 juillet 2016, par le Centre de rencontres et d'études des dirigeants des administrations fiscales (CREDAF), dont le jeune DNI guinéen Aboubacar Makhissa Camara est le vice-

président – il a été vivement félicité par ses homologues africains pour ses compétences avérées et ses exploits académiques quand ils faisaient ensemble les bancs dans les écoles françaises. Pendant ces trois journées, les directeurs généraux d'impôts de 16 pays africains ont présenté le modèle fiscal pratiqué dans leur pays et partagé les bonnes pratiques. L'objectif visé est la convergence et la fédéralisation des politiques de formation à travers la mise en œuvre des recommandations finales. Car la formation est considérée comme un outil de développement et de valorisation des ressources humaines. Le séminaire a fait ressortir la situation atypique de la Guinée en matière de formation fiscale. Elle demeure l'un des rares pays africains à n'avoir toujours pas d'école dédiée aux métiers des impôts. Pour parer au plus pressé, elle forme sur le tas. Appuyé par le ministre du Budget, le Dr Mohamed Lamine Doumbouya, le directeur national des Impôts, Aboubacar Makhissa Camara, a créé un centre de formation pour dispenser les connaissances initiales au personnel qu'on affecte dans son service. La formation initiale est fondamentale. Elle prépare à la formation continue. Celle-ci répond aux besoins de l'État au

ministre, qui partage avec lui les orientations stratégiques définies par ses techniciens, la création rapide d'une école nationale des impôts est envisagée pour répondre à un défi pressant. Tous les agents des impôts devront y avoir une formation initiale obligatoire. Aboubacar Makhissa Camara a amélioré significativement le cadre de travail à la direction nationale des Impôts et promu de jeunes compétences aux postes décisifs sur le seul critère du mérite. Il leur a fixé un cap et des résultats. Afin d'accroître le tissu fiscal et optimiser le recouvrement, les services techniques du ministère du Budget et de la direction nationale des Impôts ont élaboré concurremment une stratégie fiscale adaptée au secteur informel guinéen – qui est le plus productif de richesse et le plus grand employeur en Guinée. Un atelier a été organisé en avril 2016 avec les principaux opérateurs économiques dans le but de formaliser ce secteur avec une approche participative qui prend en compte leurs préoccupations. La formalisation du secteur informel répond d'ailleurs à de vives préoccupations du président de la république et du ministre du Budget. Elle va non seulement permettre de mieux structurer le tissu économique national, mais également elle rendra ce secteur rentable pour l'État en y réduisant les

accorde au secteur et son assistance accrue à la formalisation. Pour encourager ses homologues, Elhadj Kégnéko a dit tout le bien que lui et l'État ont eu mutuellement depuis qu'il a formalisé ses entreprises. Grâce à Aboubacar Makhissa Camara, les conditions de travail à la direction nationale des Impôts ont changé du tout au tout. On peut maintenant y parler de travail décent, une condition nécessaire aux performances individuelles et collectives, selon le PNUD. Il a bien d'autres résultats à son actif qui ne peuvent être énumérés en un article. Avec une grande conviction et sans bruit, il travaille à faire faire des bonds de sept lieues à la Guinée afin qu'elle rattrape assez vite les autres pays africains en matière d'optimisation fiscale et qu'elle puisse ensuite suivre la marche du monde, qui se fait à pas de géants.

### Un notable et un pacificateur très écouté à Fria

Malgré sa jeunesse, le directeur national des Impôts est une des notabilités les plus en vue à Fria. Or, ce n'est un secret pour personne, cette préfecture a les nerfs à fleur de peau depuis que l'usine d'alumine a fermé soudainement, plongeant dans la misère toute la population – la particularité de

soulager les différentes couches sociales, et notamment féminines et jeunes. On a procédé à l'étude des conditions de mise en place d'un Conseil préfectoral de développement (CDP) et à la remise d'un don d'ordinateurs fait par le président de la république, le Pr Alpha Condé.

Par son entregent rare et sa très grande audience auprès des notabilités, le directeur national des Impôts a réussi à créer à Fria un cadre permanent qui facilite le dialogue et la concertation entre les différentes composantes sociales ainsi que la prévention et la gestion des conflits. C'est sans aucun doute grâce à lui que les antennes des quatre coordinations régionales ne se regardent plus en chiens de faïence dans cette préfecture cosmopolite où le repli identitaire est une tentation permanente dans la grave crise qu'elle traverse. Elles ne sont pas d'accord sur moins sujets, mais elles en discutent. Depuis Conakry, Aboubacar Makhissa Camara suit de près la situation sociale dans sa préfecture natale. Malgré ses fonctions absorbantes, il trouve le temps de s'y rendre régulièrement pour conférer avec ses concitoyens, séparément et ensemble, sans préjugés ni discrimination. Sa courtoisie et sa modestie forcent l'admiration et abattent les citadelles mentales. Derrière ces vertus se cachent une force de persuasion et un sens de la diplomatie exceptionnels. Il faut également souligner son engagement sans faille dans l'implantation et la consolidation à Fria du RPG Arc-en-ciel, en général, et pour la cause présidentielle, en particulier. Son implication a été totale et remarquable pendant la présidentielle de 2015.

### Conspirations, pointage des postes clés et maillage de l'administration

Dévorés par la jalousie, possédés par l'appât du lucre ou nostalgiques d'un maroquin perdu, certains caciques du parti présidentiel ou anciens ministres déchus ont procédé à un pointage des postes clés de l'administration et cherchent à faire son maillage complet. Conspirations et trafic d'influence sont leurs méthodes favorites. Et ils y excellent. Dieu sait combien ils sont dangereux, délateurs et manipulateurs. Ils sont hostiles aux cadres qui résistent à leurs instances et leur ferment les vannes de l'État, ils ne souffrent pas que le président de la république leur accorde sa confiance. Pour la plupart, ils sont d'un régionalisme étriqué. S'ils ne tenaient qu'à eux, le Pr Alpha Condé n'aurait aucun bilan à présenter au peuple guinéen. Car ce qu'ils veulent c'est faire de la politique un festin de chacals. Rien d'autre. Sinon, ils commanditent un audit, dont le rapport sera bidouillé à dessein. Ils cherchent toujours à induire en erreur l'autorité pour obtenir la tête d'un cadre abhorré sur un plateau en or. Mais le Président est plus avisé qu'eux, il a tous les créniaux pour séparer le bon grain de l'ivraie.

Par El Béchir



Bourreau du travail, bâtisseur et novateur, Aboubacar Makhissa Camara a réalisé plusieurs performances en un temps record.

fur et à mesure qu'ils apparaissent, elle règle aussi la carrière des agents et des cadres supérieurs dans l'administration fiscale. Sous l'impulsion du DNI, des experts français sont venus former à Conakry des formateurs chargés de donner une formation initiale présente aux agents des services centraux et des services décentralisés. Un manuel et une stratégie de formation sur un an sont en élaboration. En ce qui concerne la formation continue en France, le directeur national des Impôts a fait passer le nombre des cadres supérieurs bénéficiaires de 5 à 22. Toujours avec l'appui de son

dépense fiscale liée à ses contours fluents, donc difficiles à cerner. Le jeune directeur national des Impôts est en lien direct et permanent avec les opérateurs économiques, il cherche à les persuader qu'ils gagneront des milles et des cents à formaliser leurs activités. Avec une comptabilité régulière et tenue selon les outils standards, ils seront, en effet, plus facilement éligibles aux crédits bancaires et accéderont tout autant aux marchés publics. Pendant l'atelier, le président du secteur informel, Elhadj Mamadou Saliou Kégnéko, n'a pas tari d'éloges à l'endroit du DNI pour l'attention particulière qu'il

la ville est qu'elle a été créée par l'usine, et non le contraire ; d'où sa dépendance étroite à celle-ci. En avril 2016, Aboubacar Makhissa Camara, a diligenter et dirigé une mission sur le terrain. Elle était composée d'éminents cadres ressortissants de Fria. Son doigté naturel conjugué à l'art du compromis de ses coéquipiers a réussi à aplanir les nombreuses divergences qui agitaient la préfecture. Avec toutes les parties prenantes, les causes des dissensions existant entre les différentes sensibilités de la préfecture ont été identifiées et les solutions trouvées. Les activités en cours ont été redynamisées afin de

# Libre Tribune/ La réflexion d'Alpha Saliou Wann

## Urgence pour notre Justice malade

Le président de l'Afd, Alpha Saliou Wann part de l'affaire Ousmane Gaoual Diallo pour explorer de fond en comble la crise que traverse le Judiciaire en Guinée depuis 1958. Après lecture de sa brillante tribune, merci de nous faire part de vos contributions par mél, à: [lepopulaireconakry@gmail.com](mailto:lepopulaireconakry@gmail.com)



Alpha Saliou Wann  
Président de l'AFD

L'affaire Ousmane Gaoual Diallo a suscité une controverse entre les spécialistes du droit en Guinée. Ce fût d'abord les avocats d'Ousmane Gaoual et le populaire juriste Mohamed Camara qui contesteront la décision du procureur de la République d'avoir engagé des poursuites de flagrante contre le député en arguant qu'il n'y a pas de flagrant délit. Puis, ce sont les avocats des responsables du RPG et enfin les magistrats du parquet dans leurs conférences de presse de confirmer qu'il y a bel et bien flagrant délit. Nous étions confus. Toutefois, j'ai confronté les arguments de ceux qui confirment le flagrant délit aux arguments détaillés du doyen **Elhajj Saidou Nour Bocoum** dans son article *Ousmane Gaoual ou l'ordre judiciaire dans le Titanic* publié sur son site [nrgui.com](http://nrgui.com) et ceux du juriste **Ibrahima Sory Makanera** dans son article *Affaire Ousmane Gaoual : Quand le parquet de Conakry au grand complet confond «le flagrant délit» et «l'enquête de flagrant délit»* publié sur le site **Le Guépard**. J'avoue que j'ai été plutôt convaincu par les arguments de ces deux derniers. Ce qui me fait penser que, soit nos magistrats sont incompétents ou soit ils se croient obligés d'obéir aux injonctions du pouvoir en tordant le droit par des interprétations qui ne tiennent pas, car comme le reconnaît le porte-parole du ministère de la justice **M. Ibrahima Beavogui** «Ce n'est pas tous les juristes qui peuvent faire une interprétation des lois... Surtout, le droit pénal est d'interprétation stricte. C'est-à-dire qu'il ne faut pas aller au-delà de ce que le législateur a dit».

Or, curieusement, c'est le parquet sensé bien interpréter ce que le législateur a dit qui va au-delà dans ce cas précis. Ils confondent certainement à dessein flagrant délit et enquête de flagrant délit.

Comme il est établi, selon l'interprétation stricte de l'article 50 du Code de procédure pénale guinéen qui définit le flagrant délit, qu'il n'y a pas dans cette affaire de flagrant délit, et par conséquent, le député Ousmane Gaoual Diallo ne doit pas être convoqué, arrêté ou jugé sans la levée préalable de son immunité parlementaire conformément à l'article 65 de

notre Constitution. C'est pas une première en Guinée où en 1998, les députés de l'UNR Bâ Mamadou, Mamadou Barry, Thierno Ousmane Diallo et le député du RPG Alpha Condé tous incarcérés sans avoir lever leur immunité parlementaire. En droit, la forme commande le fond, en raison des vices de procédure constatés dans ce dossier, le juge doit purement et simplement classer cette affaire en prononçant un non-lieu.

Mais nous ne pouvons pas continuer à subir les conséquences d'une justice inféodée au pouvoir exécutif. C'est une situation extrêmement grave que nous vivons depuis l'indépendance de notre pays en 1958. Le mal remonte de loin.

L'indépendance Judiciaire est l'élément fondamental de la primauté du droit, car elle donne au public la confiance dans une application impartiale et équitable des lois. Nulle part cet intérêt n'est plus évident que dans la protection judiciaire des droits de l'homme.

Nous savons tous que cette confiance du public n'a jamais existé en Guinée depuis 1958. En effet, dès l'indépendance, le chef de l'exécutif s'est employé à domestiquer les deux autres pouvoirs législatif et judiciaire, ce qui a ouvert la voie au viol systématique de tous les droits humains dans notre pays jusqu'à nos jours.

Voici ci-dessus quelques articles de notre Constitution du 10 novembre 1958 dont le non respect est une preuve éloquente de la dérive dictatoriale des dirigeants Guinéens. Il faut rappeler que ces articles ont été repris par les constitutions de 1990 et 2010.

**Article 10 : Aucun membre de l'Assemblée Nationale ne peut - être poursuivi, recherché, arrêté, détenu ou jugé à l'occasion des opinions ou vote émis par lui dans l'exercice de ses fonctions.**

**Article 11 : Sauf en cas de flagrant délit aucun membre de l'Assemblée nationale ne peut, pendant la durée de son mandat, être poursuivi en matière criminelle qu'avec l'autorisation de l'Assemblée.**

**La détention ou la poursuite d'un député est suspendue si l'Assemblée le requiert.**

**Article 35 alinéa 4 : Dans l'exercice de leurs fonctions judiciaires, les juges n'obéissent qu'à la loi.**

**Article 36 : Les audiences de juridiction sont publiques, sauf dans les cas particuliers prévus par la loi.**

**Le droit à la défense est reconnu à l'accusé**

**Article 37 : L'autorité judiciaire, gardienne de la liberté individuelle assure le respect des droits des citoyens dans les conditions prévues par la loi.**

**Article 40 : Les citoyens de la République jouissent de la liberté de parole, de presse, de réunion, d'association, de cortège et de manifestation dans les conditions prévues par la loi.**

**Article 42 : Nul ne peut - être arbitrairement détenu.**

**Article 43 : Le domicile des citoyens de la République de Guinée est inviolable.**

**Le secret de la correspondance est garanti par la loi.**

**Article 45 : Tout acte de discrimination raciale, de même que toute propagande à caractère raciste ou régionaliste sont punis par la loi.**

Aucun de ces articles de la Constitution de 1958 et leurs équivalents des Constitutions de 1990 et 2010 n'ont été respectés en Guinée. Sur la base de ces textes et de leurs actes liberticides, qui peut contester la forfaiture morale et politique des dirigeants qui se sont succédés à la tête de notre pays?

En violation de la Constitution, l'Assemblée Nationale, sur instruction du chef de l'exécutif, s'est érigée en tribunal pour condamner à mort des centaines de Guinéens sans leur présence et la défense de leurs avocats.

Des milliers de Guinéens fuyant la misère et les persécutions ont été froidement abattus

à nos frontières sous le régime PDG. En 1984, on avait crié «Plus jamais ça», malheureusement dès 1985, des dizaines d'officiers accusés de coup d'Etat et les anciens bourreaux du PDG furent sommairement exécutés sans procès.

En 2007, ce sont des centaines de jeunes manifestants qui furent massacrés par l'armée.

La commission d'enquête constituée à cet effet pour faire la lumière sur ce crime abominable a été empêchée par le pouvoir de faire son travail. Ce crime est rentré dans l'oubli. Ce qui a permis à l'armée de récidiver en massacrant encore le 28 septembre 2009 les jeunes manifestants.

Une preuve de plus de la domestication du Judiciaire par l'Exécutif, malgré l'inculpation des officiers militaires par la justice, Alpha Condé n'en a cure, il les maintient en fonction et fait obstruction à la justice. Comme pour le massacre de 2007, il espère que celui de 2009 finira aussi dans les placards de notre amnésie nationale.

Les dizaines de jeunes assassinés ces cinq dernières années et les villageois de Zowota tués dans leur sommeil nous rappellent que nous n'avons pas encore fini avec nos démons de la violence d'Etat que certains veulent masquer dans une malhonnête opération de réconciliation nationale sous le contrôle de nos bourreaux.

A la lumière de ce passé et présent sanglants, nous voyons bien que personne n'est à l'abri de la fureur meurtrière d'individus sans foi ni loi.

Nous constatons aussi les graves conséquences d'un Judiciaire aux ordres.

**Alexandre Hamilton**, l'un des auteurs de la Constitution américaine, dans l'article 78 des «Federalist papers», défend le rôle du pouvoir judiciaire dans la structure constitutionnelle. Il y soutient «qu'il n'y a point de liberté si la puissance de juger n'est pas

séparée de la puissance législative et de l'exécutrice(...) La liberté n'a rien n'a craindre du Judiciaire seul, mais surtout à craindre de son union avec l'un des deux autres pouvoirs».

En Guinée, il faut être aveugle pour ne pas voir où nous a mené la fusion de ces trois pouvoirs entre les mains d'un seul : des milliers de vies humaines brisées et la faillite morale et économique de notre pays.

Lors de la première conférence de presse annonçant la création de notre parti **l'Alliance des Forces Démocratiques AFD** le 20 octobre 2014, j'ai insisté sur la nécessité d'une vaste réforme de la Justice. Nous devons engager de profondes réflexions sur l'organisation générale de notre système judiciaire et sur sa place dans notre Constitution.

D'ores et déjà pour garantir l'indépendance du Judiciaire par rapport à l'Exécutif, le président de la République et le ministre de la Justice doivent être exclus respectivement de la présidence et de la vice-présidence du Conseil Supérieur de la Magistrature ou de tout autre future institution supervisant notre appareil judiciaire.

Ce sont les deux principes essentiels d'indépendance et de responsabilité du Judiciaire qui doivent garantir la primauté du droit.

C'est une question de vie ou de mort pour nous tous, mais aussi elle conditionne notre développement économique. Mais le pessimisme est permis dans la mesure où notre classe politique dans son ensemble, ne nous encourage pas à croire à leur farouche volonté d'instaurer un Etat de droit, car les simples vœux pieux ne suffisent pas.

C'est un problème de fond qui questionne tous les acteurs de notre société sur notre ferme volonté de mettre fin à ce système hideux qui a détruit notre pays. ■

MUSIQUE

VIDEOS

TELECHARGEMENT

INFO

PEOPLE

INTERVIEW

Le portail culturel & événementiel



## VOX NEWS

Retrouvez Victoire Eyoum, Pierre-Luc Roy, Heridel Ntema et la rédaction de VoxNews du lundi au vendredi à 19h30 GMT

LA TÉLÉVISION PANAFRICAINE PAR EXCELLENCE



[www.voxafrica.com](http://www.voxafrica.com)



## CAISSE NATIONALE DE SÉCURITÉ SOCIALE

*L'assurance d'une vie bien protégée  
La CNSS, l'institution qui garantit  
les travailleurs et leurs familles*

### Elle assure

Des indemnités de maternité et des prestations familiales  
Des prestations en nature et en espèces, en cas d'accidents  
du travail et maladies professionnelles  
Des pensions de retraite de survivants et d'invalides  
Des prestations de l'assurance maladie



## COMMUNIQUE

La Direction Générale de la Caisse Nationale de Sécurité Sociale, informe les pensionnés de la zone spéciale de Conakry, du paiement des pensions de l'échéance du 1er juillet 2016, à partir du mardi 05 juillet 2016.

Journée du mardi 05 juillet au lundi 11 juillet 2016 ..... Paiement des banques et assurances

Journée du mardi 12 juillet au mercredi 13 juillet 2016 ..... CBG Conakry

Journée du jeudi 14 juillet au lundi 18 juillet 2016 ..... ACG Conakry

Journée du mardi 19 juillet au mercredi 20 juillet ..... CBK Conakry

Journée du mercredi 21 juillet au vendredi 22 juillet ..... du Lot 1 au Lot 50 et invalides

Journée du mardi 26 juillet au mercredi 27 juillet 2016 ..... du Lot 51 au Lot 100

Journée du jeudi 28 juillet au mercredi 29 juillet 2016 ..... du Lot 101 au lot 150

Journée du mardi 02 au mercredi 03 Août 2016 ..... du Lot 151 au Lot 193

Journée du jeudi 04 au vendredi 05 Août 2016 ..... Paiement Spécial des veuves du Lot 1 au Lot 50

Journée du mercredi 09 au jeudi 10 août 2016 ..... Paiement spécial des veuves du Lot 51 au Lot 100

Journée du jeudi 11 au vendredi 12 Août 2016 ..... Paiement spécial des veuves du Lot 101 au Lot 125

Journée du mercredi 17 au jeudi 18 Août 2016 ..... Paiement spécial des nouvelles concessions et fin du programme.

Pour les agences de Matam, Ratoma et Matoto, les opérations de paiement, débiteront le vendredi 08 juillet 2016.

Les retraités payés par virement bancaire, pourront se présenter aux guichets de leurs banques et agences respectives, à compter du vendredi 15 juillet 2016.

La présence physique de chaque pensionné, muni de sa carte de retraite et de sa carte d'identité, est obligatoire.

Le Directeur Général

M. Malick Sankhon

### Et la CENI passe aux aveux:

#### «Pas d'élections communales au mois d'octobre !»

La parenthèse est loin encore de se refermer sur les élections communales qui se font attendre depuis le premier semestre qui a succédé à l'élection du président Alpha Condé en 2010. Même si, au sortir de l'atelier de Kindia en février 2016, les commissaires électoraux avaient rassuré l'opinion publique nationale et internationale de la tenue effective de ces échéances au mois d'octobre. Au regard de nombreuses contraintes, notamment administratives et juridiques soulevées lors de cet atelier et surtout du gap financier à combler, nombre d'observateurs étaient pessimistes quant au respect de ce délai. Et aujourd'hui, l'histoire a fini par leur donner raison.

A la faveur d'une rencontre entre les membres l'organe de gestion des élections en Guinée et les journalistes ce vendredi 12 août à Conakry, le directeur des Opérations de la Ceni a encore une fois rassuré de la tenue affective des communales, mais pas au mois d'octobre. «Je voudrais effectivement vous confirmer que nous allons organiser les élections communales cette année. C'est dommage que nous soyons encore en train de nous poser la question sur la possibilité de tenir ces élections en octobre ou pas. Au sortir de Kindia, la Ceni avait planifié l'organisation de ces élections pour qu'elles se tiennent en 254 jours et c'était en février (2016). Ce qui allait

nous amener aux alentours du mois d'octobre», a rappelé Etienne Soropogui.

Pour la tenue de ces élections, la Ceni avait énuméré un certain nombre de contraintes administratives, juridiques, et même



Etienne Soropogui, directeur des Opérations de la Ceni .

techniques, qui devaient être levées par les partenaires de la Ceni, notamment le ministère de l'Administration du territoire, mais aussi le Parlement.

Aujourd'hui, le commissaire Soropogui fait remarquer qu'il suffit de faire son propre constat pour se rendre à l'évidence que rien n'a été fait pour que ces contraintes soient levées. «Un chronogramme, c'est une chaîne d'activités avec des délais de mise en œuvre et les

moyens de mise en œuvre. Il se trouve que quand vous êtes en train de dérouler ces activités, vous avez la possibilité de mener quelques-unes de ces activités de manière concomitante. Mais il y a certaines activités, vous ne pouvez pas les dérouler si vous n'avez pas fini l'activité que vous menez actuellement».

Citant en exemple l'activité de production des cartes d'électeurs, Soropogui dit qu'il n'est pas possible de dérouler cette activité tant qu'on n'a pas fini les opérations de stabilisation du fichier électoral. «Ce qui fait qu'aujourd'hui si on fait le constat que certaines activités, notamment celles liées à la levée des contraintes, ont souffert dans le cadre de leur mise en œuvre, du fait que les actes qui devaient être pris ne l'ont pas été, naturellement cela peut avoir une incidence sur le délai déjà pré-positionné, notamment le délai d'octobre». «Je crois que c'est le lieu d'interpeller les uns et les autres, la classe politique dans son ensemble et les autorités administratives pour que les gens se mettent ensemble afin que ce qui doit être fait dans le cadre de l'organisation et qui n'appartient à la Ceni, soit fait rapidement pour qu'on ne sorte pas malheureusement de cette année encore. Parce qu'il y a des risques», a-t-il conclu.

Par Mady Bangoura

### Le Show-biz et la presse culturelle pleurent DJ Amani

Le célèbre Disc joker et animateur culturel Amara Sylla, plus connu sous le pseudo de DJ Amani, a rejoint le royaume du silence ce vendredi 12 août après la prière funèbre sur sa dépouille à la grande mosquée de Boulbinet.

C'est une foule compacte qui l'a conduit au cimetière de Cameroun où il repose désormais. Le défunt a été rappelé à Dieu au petit matin du jeudi 11 août 2016 à Conakry, des suites de maladie.

Peu avant son enterrement, un symposium a été organisé au Musée national de Guinée où parents, amis et proches collaborateurs lui ont rendu un hommage dû à son rang.

Né en 1972, DJ Amani a apposé une empreinte indélébile partout où il est passé, notamment aux radios Nostalgie FM, Djoliba FM, puis Liberté FM, sans compter ses multiples présentations scéniques dans plusieurs boîtes de nuit de Conakry et pendant des événements culturels.



DJ Amani

Depuis peu, il était animateur au Boulevard Select du riche homme d'affaires Kerfala Camara KPC.

Plein d'humilité, de sagesse, de respect et surtout de soif de toujours mieux faire, Amara Sylla quitte ce monde ambiant avec plein de projets qu'il ne réussira malheureusement pas à matérialiser.

Paix à son âme! Amen.

Par Mady Bangoura